

Croix-Rouge française

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, reconnue d'utilité publique

98, rue Didot

75014 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes combinés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Forvis Mazars
45 Rue Kléber
92300 Levallois-Perret
S.A. au capital de 8 320 000 €
784 824 153 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 201 424 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Croix-Rouge française

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, reconnue d'utilité publique

98, rue Didot

75014 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes combinés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes combinés de l'association Croix-Rouge française relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes combinés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans le périmètre de combinaison.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes combinés de l'exercice.

Nos appréciations ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- La conformité aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 du compte de résultat par origine et par destination (CROD) et du compte d'emploi annuel des ressources (CER), ainsi que le caractère approprié des modalités et hypothèses retenues pour leur élaboration, présentées dans le chapitre 5. « Compte d'Emploi annuel des Ressources » de l'annexe aux comptes combinés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes combinés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes combinés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes combinés

Il appartient à la direction d'établir des comptes combinés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes combinés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes combinés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes combinés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes combinés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes combinés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes combinés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes combinés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes combinés et évalue si les comptes combinés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de combinaison, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes combinés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes combinés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-la-Défense et Levallois-Perret, le 20 juin 2025

Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars

DocuSigned by:

D0509D5127C04BE...

Jean-Philippe MATHOREZ

Deloitte & Associés

DocuSigned by:

1BD2485CBEA8402...

Jean-Claude MARTY

COMPTES COMBINÉS 2024

FINANCES

Afin d'apporter une plus grande transparence dans sa communication financière vis-à-vis du public et de ses donateurs, la Croix-Rouge française établit des comptes combinés. Ils reflètent la situation comptable de la Croix-Rouge française, de ses filiales (Sociétés Civiles Immobilières Broussais La Charité, Saint-Martin, Les Peupliers, SCI Foncière CRF, Sismondi, Nissan, et Des Tabellions) ainsi que des associations sous son contrôle : Association Immo Croix-Rouge, Croix-Rouge Insertion, et le Centre La Maison du Petit Enfant.

SOMMAIRE

BILAN 5

COMPTE DE RÉSULTAT 7

ANNEXES..... 9

1. Informations relatives au Groupe 9

2. Faits marquants et événements postérieurs à la clôture..... 11

3. Principes et méthodes comptables 12

3.1 CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE 12

3.2 PRINCIPES D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS 12

3.3 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES..... 13

3.4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES..... 13

3.5 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES 14

3.6 STOCKS 14

3.7 CRÉANCES 14

3.8 PLACEMENTS DE TRÉSORERIE 14

3.9 FONDS PROPRES 14

3.10 PROVISIONS 16

3.11 RECONNAISSANCE DES PRODUITS 17

3.12 FONDS DÉDIÉS 18

3.13 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL 18

3.14 TRAITEMENT DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE..... 18

3.15 LE TRAITEMENT DES LEGS ET ASSURANCES VIES..... 18

3.16 MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION DU COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES (CER) ET DU COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) 20

4. Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat 22

NOTE N°1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES 22

NOTE N°2 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES 23

NOTE N°3 : BIENS REÇUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINÉS A ÊTRE CÉDÉES 24

NOTE N°4 : IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES..... 24

NOTE N°5 : CRÉANCES CLIENTS 24

NOTE N°6 : CRÉANCES REÇUES PAR LEGS OU DONATIONS..... 25

NOTE N°7 : AUTRES CRÉANCES..... 25

NOTE N°8 : TRÉSORERIE 25

NOTE N°9 : VARIATION DES FONDS PROPRES 27

NOTE N°10 : FONDS REPORTÉS ET FONDS DÉDIÉS..... 28

NOTE N°11 : PROVISIONS..... 30

NOTE N°12 : DETTES FINANCIÈRES..... 30

NOTE N°13 : DETTES DES LEGS OU DONATIONS 30

NOTE N°14 : DETTES SOCIALES ET FISCALES..... 30

NOTE N°15 : AUTRES DETTES 31

NOTE N°16 : PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE..... 31

NOTE N°17 : ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES 31

NOTE N°18 : VENTES DE BIENS ET SERVICES 32

NOTE N°19 : CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS..... 32

NOTE N°20 : DONS MANUELS..... 33

NOTE N°21 : LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE 33

NOTE N°22 : AUTRES PRODUITS..... 33

NOTE N°23 : CHARGES EXTERNES 34

NOTE N°24 : AIDES FINANCIERES 34

NOTE N°25 : ENGAGEMENTS HORS BILAN 36

NOTE N°26 : EFFECTIFS À FIN DÉCEMBRE Exercice 36

NOTE N°27 : RÉMUNÉRATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BÉNÉVOLES ET SALARIÉS (ARTICLE 20 DE LA LOI DU 23 MAI 2006) 36

NOTE N°28 : RÉMUNÉRATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BÉNÉVOLES ET SALARIÉS (ARTICLE 20 DE LA LOI DU 23 MAI 2006) 37

NOTE N°29 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 37

5. Compte d'Emploi annuel des Ressources 38

5.1 MÉTHODOLOGIE 38

5.2 TABLEAU DU COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES 42

5.4 MISSIONS SOCIALES RÉALISÉES 45

6. Détail du bilan et du compte de résultat 46

6.1 BILAN PAR STRUCTURE 46

6.2 COMPTE DE RÉSULTAT PAR STRUCTURE 48

BILAN

Actif

Actif

			31/12/2024		31/12/2023
En K€	Notes	Brut	Amort. et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles	1	61 951	52 675	9 275	12 976
Frais d'établissement		977	909	68	95
Frais de recherche et de développement		86	76	10	12
Donations temporaires d'usufruit		100	6	94	94
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		59 264	51 684	7 580	8 482
Immobilisations incorporelles en cours		1 492		1 492	4 262
Avances et acomptes		31		31	31
Immobilisations corporelles	2	1 246 626	781 777	464 848	462 169
Terrains		50 255	6 554	43 700	43 266
Constructions		706 146	446 335	259 811	272 966
Installations techniques, matériel et outillage industriels		128 749	90 227	38 522	34 108
Autres immobilisations corporelles		325 951	238 166	87 785	84 527
Immobilisations corporelles en cours		34 859	495	34 364	26 862
Avances et acomptes		666		666	440
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	3	37 261	-23	37 284	9 788
Immobilisations financières	4	54 101	6 026	48 074	60 466
Participations et Créances rattachées		3 905	50	3 855	1 315
Participations - Mise en équivalence		-9 965		-9 965	5 598
Autres titres immobilisés		17 246	481	16 765	17 013
Prêts		15 679	135	15 544	14 522
Autres		27 236	5 360	21 876	22 019
Total I		1 399 938	840 456	559 482	545 398
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours		5 173	230	4 943	3 333
Créances		427 713	23 943	403 770	430 365
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5	134 454	19 097	115 358	105 588
Créances reçues par legs ou donations	6	22 952		22 952	14 333
Autres	7	270 307	4 847	265 460	310 443
Valeurs mobilières de placement	8	256 655		256 655	253 147
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	8	137 265		137 265	116 619
Charges constatées d'avance	16	10 623		10 623	11 154
Total II		837 429	24 173	813 256	814 617
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion Actif (V)		221		221	303
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		2 237 588	864 629	1 372 959	1 360 318

Passif

Notes 31/12/2024 31/12/2023

En K€

FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise		142 159	141 960
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires		142 159	141 960
Fonds propres avec droit de reprise		13 122	13 175
Fonds statutaires			
Fonds propres complémentaires		13 122	13 175
Ecart de réévaluation		2 182	2 182
Réserves		81 680	90 196
<i>Dont réserves des activités SMS sous gestion contrôlée</i>		<i>126 254</i>	<i>116 659</i>
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité			
Autres		81 680	90 196
Report à nouveau		40 082	54 180
<i>Dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée</i>		<i>-50 421</i>	<i>-39 374</i>
Report à nouveau en gestion propre		109 395	114 424
Report à nouveau en gestion contrôlée		-69 313	-60 244
Excédent ou déficit de l'exercice		-4 853	-9 237
<i>dont résultat des activités SMS sous gestion contrôlée</i>		<i>4 073</i>	<i>-3 739</i>
Situation nette (sous total)		274 372	292 456
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		80 468	85 066
Provisions règlementées		28 741	27 982
Total I	9	383 582	405 505
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs ou donations		50 255	20 686
Fonds dédiés		230 787	160 598
Total II	10	281 042	181 284
PROVISIONS			
Provisions pour risques		156 146	152 628
Provisions pour charges		4 407	3 381
Total III	11	160 554	156 009
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	12	99 118	114 876
Emprunts et dettes financières diverses	12	49 504	48 722
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		80 241	74 746
Dettes des legs ou donations	13	10 024	3 440
Dettes fiscales et sociales	14	176 383	174 177
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		6 562	5 698
Autres dettes	15	71 747	71 850
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	16	53 781	123 785
Total IV		547 360	617 294
Ecart de conversion Passif (V)		422	227
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		1 372 959	1 360 318

(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques 38 7 720

COMPTE DE RÉSULTAT

Compte de résultat

Notes 31/12/2024 31/12/2023

En K€

PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations		646	679
Ventes de biens et services	18	283 121	280 315
Ventes de biens		33 846	32 372
<i>dont ventes de dons en nature</i>		24 985	24 330
<i>dont ventes de biens relatives aux activités SMS</i>		16	16
Ventes de prestations de service		249 276	247 943
<i>dont parrainages</i>		711	448
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités SMS</i>		97 876	97 426
Produits de tiers financeurs		1 351 629	1 211 248
Concours publics et subventions d'exploitation	19	1 213 921	1 064 682
Concours publics		746 381	700 143
<i>dont concours publics relatifs aux activités SMS</i>		476 529	442 017
Subventions d'exploitation		467 540	364 540
<i>dont subventions d'exploitation relatives aux activités SMS</i>		18 766	16 811
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public		136 671	145 606
Dons manuels	20	108 085	107 879
Mécénats		11 885	19 536
Legs, donations et assurances-vie	21	16 701	18 190
Contributions financières		1 037	960
<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités SMS</i>			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		57 194	46 966
Utilisations des fonds dédiés		74 480	146 136
Autres produits	22	28 414	23 370
Total I		1 795 485	1 708 715
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises		2 023	2 043
Variation de stock		-1 607	1 331
Autres achats et charges externes	23	485 727	472 875
Aides financières	24	78 885	122 568
Impôts, taxes et versement assimilés		8 014	6 120
Salaires et traitements		613 759	589 340
Charges sociales		335 819	323 281
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		54 280	52 018
Dotations aux provisions		49 038	36 673
Report en fonds dédiés		145 519	80 087
Autres charges		29 576	24 543
Total II		1 801 033	1 710 878
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-5 548	-2 163

COMPTES DE RÉSULTAT (SUITE)

Compte de résultat (Suite)

Notes 31/12/2024 31/12/2023

En K€

PRODUITS FINANCIERS		
De participation	2	1
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	8 698	5 922
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	231	4
Différences positives de change	348	62
Revenus et produits nets de cessions de VMP		
Total III	9 279	5 989
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	478	228
Intérêts et charges assimilées	4 973	5 337
Différences négatives de change	163	81
Charges nettes sur valeurs mobilières de placement		
Total IV	5 614	5 646
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	3 665	343
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-1 883	-1 820
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 181	4
Sur opérations en capital	11 281	607
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-5 073	10 916
Total V	8 389	11 526
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	4 606	3 613
Sur opérations en capital	5 017	726
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 788	15 338
Total VI	12 411	19 677
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-4 022	-8 151
Participations des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 813 153	1 726 230
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 819 057	1 736 201
Quote-part dans les résultats des entités mises en équivalence	1 051	734
EXCEDENT OU DEFICIT	-4 853	-9 237
Part gestion propre	-7 955	5 330
Part gestion contrôlée	3 102	-14 568
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature alimentaires	10 315	17 422
Dons en nature vestimentaires	121	73
Dons en nature matériels	643	1 488
Prestations en nature	6 391	12 148
Mise à dispositions de locaux et matériels	5 776	7 233
Bénévolat	454 814	369 887
RESSOURCES	478 059	408 252
Secours en nature alimentaires	10 315	17 422
Secours en nature vestimentaires	121	73
Secours en nature matériels	643	1 488
Prestations gratuites	6 391	12 148
Mise à dispositions de locaux et matériels	5 776	7 233
Personnel bénévole	454 814	369 887
EMPLOIS	478 059	408 252

ANNEXES

1. Informations relatives au Groupe

Les comptes combinés de la Croix-Rouge française reflètent la situation comptable :

- De l'association Croix-Rouge française Reconnue d'Utilité Publique par décret du 7 août 1940 validée par ordonnance du 27 avril 1945, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. La mission sociale développée par la Croix-Rouge française se décline en cinq secteurs d'activité :
 - urgence et secourisme
 - action sociale
 - santé
 - formation
 - solidarité internationale

Sa mission s'exerce au moyen d'unités qui ne disposent pas de personnalité juridique propre et qui sont constituées :

- d'établissements dont elle assure l'exploitation et la gestion : structures sanitaires, sociales, médico-sociales et structures de formation initiale et continue, principalement financés par les fonds versés par l'assurance maladie, les autres régimes de protection sociale, l'Etat et les collectivités, dans le cadre des politiques sanitaires et sociales,
- de délégations et d'unités locales qui regroupent plus de 65.000 bénévoles menant des actions de proximité dans les domaines de l'action sociale, de l'urgence et du secourisme au niveau national et international, financées en premier lieu par la générosité du public, également par des subventions publiques, les produits des prestations vendues (postes de secours, formations aux gestes qui sauvent...) et les concours financiers des bailleurs de fonds pour l'action internationale,
- de fonctions supports et d'encadrement de l'action au niveau du siège.

Les comptes annuels de l'ARUP Croix-Rouge française sont représentatifs de 1 412 dossiers comptables dont 685 relatifs à des délégations.

Les comptes des structures suivantes n'ont pas été intégrés dans ceux de l'ARUP Croix-Rouge française au 31 décembre 2024 car non obtenus dans les délais :

- délégation territoriale de Futuna.

L'impact financier de ces structures est négligeable.

- De ses filiales :
 - Société Civile Immobilière Broussais La Charité détenant l'immeuble rue Didot Paris 14^{ème} où s'exercent les fonctions de siège social ;
 - Société Civile Immobilière Henry Dunant ;
 - Société Civile Immobilière Les Peupliers notamment chargée de détenir les immeubles de Taverny (lieu d'accueil et d'orientation), des EHPAD et EHPA Notre Maison à Marseille, le site Chave Sedan Marseille (Camas), une crèche située à Dijon, ainsi que le centre de radiothérapie de Toulon ;
 - Société Civile Immobilière Les Massues devenue SCI Foncière CRF suite à l'entrée au capital du 1^{er} investisseur externe en décembre 2020. La SCI Foncière conserve les actifs de la SCI Les Massues auxquels s'ajoutent les actifs immobiliers d'autres établissements de la filière Sanitaire : Bel Air, Bois Guillaume, Margency, Richelieu et Saint Alban ; les actifs immobiliers de ces établissements ont été transférés de l'ARUP vers la SCI ;
 - Société Civile Immobilière Sismondi portant l'immeuble destiné à l'exploitation d'un institut de formation à Limoges, ;
 - Société Civile Immobilière Saint Martin portant l'actif de l'institut de formation Saint Martin à Grenoble ;
 - Société Civile Nissan portant l'ensemble immobilier de l'EHPAD Louis Fonoll situé près de Béziers ;

- Société Civile Immobilière des Tabellions portant l'ensemble immobilier du 2, Avenue du Général de Gaulle et 1, 3 et 5 Rue Ronsard, situé à JOUE LES TOURS en INDRE-ET-LOIRE (lots de copropriété numérotés 9, 14, 27 et 28) ;
 - Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) Henry Dunant chargé de constituer des équipes médicales communes avec le centre hospitalier de Bayeux. Le Groupement de Coopération Sanitaire Henry Dunant a été dissoute le 31/10/2022 ;
 - Société par Actions Simplifiées CAMPUS ayant pour objet la location et/ou sous-locations d'immeubles à des fins caritatives ou commerciales ainsi qu'à la réalisation de tous services relatifs à ces locations ou sous-locations ;
 - Société par Actions Simplifiées Croix-Rouge NEXEM Innovation ayant pour objet l'identification, l'expertise, l'accompagnement et le soutien de tout projet innovant dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. L'ARUP Croix-Rouge française détient 60% du capital, NEXEM étant entré dans le capital en 2020 ;
 - Société par Actions Simplifiées Croix-Rouge Santé Secours ayant pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger, d'identifier, expertiser, réaliser et soutenir toute action dans le domaine du secours et de la santé.
- Des associations combinées :
- Association Immo Croix Rouge, structure sans activité ;
 - Association Croix-Rouge Insertion ayant pour objet de faire du développement de l'emploi dans les territoires un axe majeur de la lutte contre la précarité ;
 - Association Centre de la Maison du Petit Enfant en Nouvelle Calédonie chargée de gérer un établissement de la filière petite enfance.

2. Faits marquants et événements postérieurs à la clôture

Faits marquants de l'exercice :

Périmètre social :

- Augmentation des contributions volontaires en nature

Le total des contributions volontaires en nature a évolué de 408,2 M€ en 2023 à 478,1 M€ en 2024. Cette forte augmentation en 2024 concerne majoritairement le bénévolat pour +87,9 M€. Elle traduit le dynamisme du réseau, en premier lieu dans le secteur du textile et en second lieu dans l'implication de la Croix Rouge Française lors des Jeux Olympiques en 2024.

- Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) initié en 2023

Le PSE initié en 2023 sur CMPRE Bois Larris, CNFS Modane, CDS Villeneuve, CDS Meudon, CDS Haxo, CDS Boulogne, CDS Olympiades Paris 13, CDS Antony, a été élargi en 2024 aux structures Pech Blanc et Espace Baker. Les montants qui étaient provisionnés à hauteur de 17,966 M€ fin 2023, sont provisionnés à hauteur de 15,593 M€ à fin 2024 compte tenu des reprises de l'exercice.

- Application du Ségur pour tous

Les nouvelles dispositions du "Ségur pour tous" ont été appliquées aux salariés de la Croix Rouge à hauteur de 23,31 M€ avec un effet rétroactif au 1er janvier 2024, conformément aux dispositions légales.

- Baisse du coût de l'énergie

Le coût de l'énergie, après la forte hausse enregistrée en 2023 (44,4 M€ en 2023 contre 21 M€ en 2022) est revenu à hauteur de 28,3 M€ en 2024.

- Legs significatif

La Croix Rouge a reçu un legs important en 2024, il s'agit d'un legs composé de biens immobiliers pour 24,3 m€, d'avoirs bancaires pour 8,1 m€ ainsi que d'un passif successoral de 4,8 m€. Le montant net au 31 décembre est comptabilisé en fonds reportés sur legs pour 28 m€. Le compte 754 est neutralisé par un compte 689.

- Financement international avec un impact significatif sur les comptes

La CRF a signé une convention fin 2023 avec The Global Fund (Fonds Mondial) d'un montant total de +62 m€ pour la république Centre-Africaine couvrant la période 2024 - 2026, ce financement comprend la construction d'hôpitaux et le traitement de VIH. Cette convention a eu un impact significatif sur les comptes, notamment les fonds dédiés, pour 50 m€.

Périmètre combiné :

- Cession d'un bail

Cession d'un bail à construction de la SCI Nissan à l'ESR Croix Rouge Habitat pour 4,6 M€.

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice :

Néant.

3. Principes et méthodes comptables

3.1 METHODES COMPTABLES

Les états financiers combinés ont été préparés conformément aux dispositions du règlement ANC 2020-01. Ces dispositions régissent les règles spécifiques applicables aux comptes consolidés et aux comptes combinés. L'application de ce nouveau règlement n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers combinés de l'association.

La Croix-Rouge française, établit ses comptes annuels, relatifs à l'ensemble de ses activités (activités hors ESSMS ; activités menées par les ESSMS), selon les règles hiérarchiques suivantes :

- le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général ;
- le règlement ANC n°2018-06 relatif à la comptabilité des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- le règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Toutes les entités sont sous contrôle exclusif de l'association Croix-Rouge française et sont consolidées par intégration globale hormis :

- la SCI Foncière CRf, pour laquelle la CRf exerce une influence notable et combinée selon la méthode de la mise en équivalence ;
- le GCS Henry Dunant, n'étant plus significative ne fait plus partie du périmètre de la combinaison ;
- l'association Centre la Maison du Petit Enfant, n'étant plus significative ne fait plus partie du périmètre de la combinaison.

Dénomination	Siège social	Détention	Méthode
ARUP Croix-rouge française	98 rue Didot - 75014 Paris		Combinante
Association Immo Croix-Rouge	98 rue Didot - 75014 Paris		Combinée, intégration globale 100 %
Association Croix-Rouge Insertion	98 rue Didot - 75014 Paris		Combinée, intégration globale 100 %
Centre la Maison du Petit Enfant	98 rue Didot - 75014 Paris		Non combinée, non significative
GCS Henry Dunant	2 rue d'Arpigny - 14400 Bayeux	50,00%	Non combinée, non significative
SAS Campus	21-23 rue de la Vanne - 92120 Montrouge	100,00%	intégration globale
SAS Croix-Rouge Nexem Innovation	98 rue Didot - 75014 Paris	60,00%	intégration globale
SAS Croix-Rouge Santé Secours	21 rue de la Vanne - 92120 Montrouge	100,00%	Intégration globale
SCI Broussais La Charité	98 rue Didot - 75014 Paris	100,00%	Intégration globale
SCI Henry Dunant	98 rue Didot - 75014 Paris	100,00%	Intégration globale
SCI Les Peupliers	98 rue Didot - 75014 Paris	100,00%	Intégration globale
SCI Foncière CRf	35 boulevard des Capucines - 75002 Paris	39,00%	Mise en équivalence
SCI Nissan	98 rue Didot - 75014 Paris	100,00%	Intégration globale
SCI Sismondi	39, avenue Garibaldi - 87000 Limoges	55,00%	Intégration globale
SCI Mistral Saint Martin	66, avenue Rhin & Danube - 38100 Grenoble	50,10%	Intégration globale
SCI Des Tabellions	2 avenue du Général de Gaulle - 37300 Joue-les Tours	100,00%	Intégration globale

Les opérations réciproques réalisées entre les entités incluses dans le périmètre de combinaison sont éliminées.

Toutes les entités combinées clôturent leurs comptes au 31 décembre et selon des principes comptables homogènes avec ceux de la Croix-Rouge française.

Les comptes combinés annuels de la Croix-Rouge française sont établis en milliers d'euros.

3.2 PRINCIPES D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes de l'exercice 2024 ont été élaborés dans le respect des principes comptables, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels : principe de prudence, de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, d'indépendance des exercices, principes des coûts historiques.

Toutes les entités combinées clôturent leurs comptes au 31 décembre 2024 et selon des principes comptables homogènes avec ceux de la CRf.
Les comptes combinés annuels de la Croix-Rouge française sont établis en milliers d'euros.

3.3 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties sur une durée maximale de 5 ans.

3.4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

- Valeur d'entrée
Conformément au règlement ANC n°2014-03, les immobilisations corporelles sont enregistrées :
 - Au coût d'acquisition, pour les immobilisations acquises à titre onéreux.
Par dérogation, certains immeubles d'établissements sous gestion contrôlée ont antérieurement fait l'objet d'une revalorisation suite à des négociations menées avec leurs organismes financeurs justifiant l'existence d'écart de réévaluation figurant au passif à hauteur de 2 182 K€.
 - A la valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit par voie de legs et de donations correspondant à la valeur qui aurait été acquittée dans des conditions normales de marché.
- Retraitement des crédits baux immobiliers
Les constructions financées par crédit-bail immobilier sont considérées comme ayant été acquises et financées par emprunt, un retraitement est donc effectué dans les comptes combinés.
- Durées d'amortissement
 - Durées d'amortissement des biens non décomposables :

Agencements et installations.....	5 à 10 ans
Matériels et outillages.....	10 ans
Matériels spécifiques de secourisme.....	3 ans
Matériels de transport.....	5 ans
Mobiliers et matériels de bureau.....	3 à 10 ans

Dans le cadre de la gestion des établissements sous contrôle des autorités de tarification, certaines immobilisations font l'objet d'un amortissement sur des durées définies par les autorités de tarification pouvant différer de celles habituellement pratiquées. Par application des dispositions de l'avis n°2007-05 du Conseil national de la comptabilité du 4 mai 2007, le différentiel d'amortissement est alors constaté pour compléter les dotations comptabilisées (application d'un amortissement dérogatoire ou différé).

- Durées d'amortissement des biens décomposables (constructions et aménagements) :

Les 4 composants identifiés ci-dessous font l'objet d'un amortissement en fonction de leur durée d'utilisation.

	Fondations, systèmes porteurs, remplissage	Couvertures, menuiseries extérieures	Cloisonnements, sols, peintures	Plomberie, électricité, VMC, systèmes de sécurité, ascenseurs, chauffage
Immeubles, appartements et locaux situés dans un immeuble				
jusque 1949 (dont châteaux)	80 ans	30 ans	10 ans	15 ans
1950 à aujourd'hui (dont extensions)	40 ans	30 ans	10 ans	15 ans
Maison, grande maison				
jusque 1949	80 ans	20 ans	20 ans	20 ans
1950 à aujourd'hui (dont extensions)	40 ans	20 ans	20 ans	20 ans
Entrepôts, hangars, garages	40 ans	20 ans		20 ans
Préfabriqués		20 ans	20 ans	15 ans

- Valeur d'inventaire
En cas d'identification d'un indice de perte de valeur (vente d'actif envisagée, potentiel de service réduit...), une analyse est effectuée afin d'estimer la valeur recouvrable de l'actif selon différentes méthodes (flux prévisionnels, données comparables, évaluation d'expert etc.). Dans le cas où la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée pour la différence.

3.5 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable des titres. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net de clôture, les perspectives d'avenir et la valeur d'utilité pour la Croix-Rouge française.

Les autres immobilisations financières sont dépréciées en cas de risque d'irrécouvrabilité.

Voir note n°4 sur les immobilisations financières.

3.6 STOCKS

Ils sont valorisés selon la méthode PEPS « premier entré, premier sorti » et dépréciés en cas de rotation lente ou de péremption.

3.7 CRÉANCES

Les créances correspondent aux prestations en attente de paiement fournies par l'unité à ses usagers, prises en charge par les usagers eux-mêmes ou par divers organismes (CPAM, mutuelle...).

Les créances présentant un risque de non recouvrement sont dépréciées en fonction de leur ancienneté.

Les montants des dépréciations sont ajustés en fonction des risques les plus probables à la date d'établissement des comptes.

3.8 PLACEMENTS DE TRÉSORERIE

Ils sont valorisés à la valeur historique et font l'objet d'une dépréciation si leur valeur liquidative au 31 décembre est inférieure à la valeur comptabilisée lors de leur acquisition.

3.9 FONDS PROPRES

Les fonds propres sont composés :

- Des fonds propres sans droit de reprise qui sont des fonds qui ne peuvent être repris par les apporteurs ;
- Des legs et donations sans droit de reprise qui sont des réserves représentatives d'immeubles, obtenues par voie de legs et de donations utilisées par l'Association ;
- Des apports réputés « avec droit de reprise » qui sont susceptibles de reprise notamment dans le secteur sanitaire et médico-social ;
- Des legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis de droit de reprise par le testateur ou le donateur ;
- Des écarts de réévaluation ;
- Des réserves règlementées qui sont issues de l'application de décisions d'affectation attribuées par les autorités de tarification ;
- Des réserves des entités combinées : autres réserves ;
- Des reports à nouveaux qui traduisent la gestion propre des activités de certains établissements de la Croix-Rouge française (instituts de formation, crèches...), des délégations et de l'activité internationale ainsi que les fonctions d'encadrement et de soutien du siège ;
- Des résultats issus des établissements sous gestion contrôlée en instance d'affectation ;
- Des subventions d'investissement ;
- Des provisions règlementées qui sont constituées en application de la réglementation comptable médico-sociale et autorisées par les règlements ANC 2019-04 du 8 novembre 2019 et ANC 2014-03 du 5 juin 2014.

Il est maintenant clairement précisé dans le règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019 que certains comptes de fonds propres sont restituables aux autorités de tarification en cas de fermeture (ou transfert) d'un ESSMS. Il s'agit du résultat, du report à nouveau (comptes 115) et des réserves (comptes 1068).

De ce fait ces fonds doivent faire l'objet d'une distinction comptable et notamment dans la présentation du bilan, ils apparaissent dans une ligne spécifique.

■ Provisions règlementées

Selon le règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019, les dotations et reprises de provision règlementées sont comptabilisées en exceptionnel.

Dans les comptes de la Croix-Rouge française, les flux de certaines provisions règlementées sont transférées du cycle exceptionnel vers le cycle exploitation afin d'être en adéquation en terme de présentation avec les crédits non reconductibles les finançant.

En effet, les autorités de tarification peuvent être amenées à attribuer, au titre des dotations globales ou de tarification, des fonds destinés à financer des acquisitions d'immobilisations ou des charges d'exploitation à venir. Ces dotations complémentaires, bien qu'ayant un caractère de crédit non reconductible (CNR), sont enregistrées en exploitation.

Les provisions règlementées concernées correspondent aux provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations (compte 142) qui subsistent dans la filière sanitaire.

■ Subventions d'investissement

La Croix-Rouge française reçoit des subventions d'investissement inscrites au passif et reprises selon le rythme d'amortissement du bien financé.

Les quotes-parts de subventions d'investissement reprises au compte de résultat sont comptabilisées en produits d'exploitation par dérogation aux règles comptables qui prévoient un classement dans le résultat exceptionnel, ceci afin d'avoir une cohérence de classement entre la quote-part de subvention d'investissement reprise et la charge de dotation aux amortissements.

3.10 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Conformément au règlement ANC n°2014-03, des provisions pour risques et charges sont constatées lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers et ce, sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêt des comptes.

- Provision pour risque de reversement

Dès l'instant où une convention relative à un financement (subvention par exemple) précise un risque potentiel de reversement dans le cas où la totalité des fonds ne serait pas utilisée, une provision pour risque est dotée en fin d'exercice après analyse.

- Provision pour indemnités de départ à la retraite

Le personnel de la Croix-Rouge française perçoit une indemnité de départ en retraite définie par la Convention Collective du personnel salarié de la Croix-Rouge française.

Ce régime crée une obligation de l'employeur vis-à-vis de ses salariés.

L'engagement est calculé, par un actuair indépendant, selon la méthode des unités de crédits projetées. Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

	2024	2023
Taux d'actualisation	3,40%*	3,20%*
Progression des salaires (selon données historiques des 3 dernières années)		
Cadres	2,50%	2,60%
Non cadres	2,50%	2,60%
Âges théoriques de départ (selon l'âge et le statut du salarié)	Age taux plein en prenant en compte la réforme des retraites	Age taux plein en prenant en compte la réforme des retraites
Taux de mobilité (selon l'âge et le statut du salarié)	entre 0 et 24,00%	entre 0 et 24,00%
Tables de mortalité	INSEE 2016-2018	INSEE 2016-2018
Taux moyen de charges sociales	52,84%**	52,72%**

(*) Taux déterminé par rapport au taux d'émission des obligations en euros du secteur privé de grande qualité pour une durée équivalente à celle des engagements.

(**) Il s'agit du taux moyen de la Croix-Rouge française, cependant le taux de charges patronales est transmis pour chaque individu

Le groupe Croix-Rouge française applique la méthode préférentielle en comptabilisant une provision au titre de cet engagement.

Depuis l'exercice 2014, suite à la recommandation n°2013-R.02 de l'Autorité des Normes Comptables, la Croix-Rouge française applique la méthode dite du « Corridor » conduisant à amortir la part des pertes et gains actuariels qui dépasse 10 % de la valeur des engagements, par le compte de résultat, sur la durée résiduelle moyenne probable de vie active des salariés.

Selon la recommandation ANC n°2013-02, seuls les motifs de démissions devraient être retenus pour la détermination des taux de rotation du personnel, et non les licenciements et les ruptures conventionnelles. En plus des démissions, la Croix-Rouge française inclut les motifs de licenciements pour faute grave.

3.11 RECONNAISSANCE DES PRODUITS

Les Cotisations des membres sont enregistrées à l'encaissement.

Les dons reçus et datés de l'exercice sont rattachés à ce même exercice même s'ils sont réellement encaissés dans les jours suivants la fin de cet exercice.

La Croix-Rouge française considère que les dons collectés suite à des appels à dons par voie de publipostages (dits mailings) sont non affectés car utilisables pour ses missions prioritaires, ceci sauf s'ils font suite à des opérations d'urgence ou à des événements exceptionnels. Dans ces cas particuliers ou s'ils sont affectés par les donateurs, les fonds non utilisés dans la période font l'objet de comptabilisation en fonds dédiés.

Le mécanisme de la garantie de financement n'est plus applicable suite à la mise en place de la SMA en 2023. La garantie de financement désormais intitulée « Sécurisation Modulée à l'Activité » (SMA) ne couvre que 70% des recettes au lieu de 100% depuis 2022.

Conformément au règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019, les subventions de fonctionnement sont inscrites en produits lors de la réception de la notification d'attribution.

Lorsque les fonds accordés pour plusieurs exercices sont répartis en fonction de périodes ou d'étapes d'attribution définies dans la convention, la partie de produits rattachée à des exercices futurs est inscrite en produits constatés d'avance.

Lorsque les fonds ont été affectés à un projet défini par un financeur et n'ont pas pu être utilisés en totalité au cours de l'exercice, l'engagement d'emploi pris envers le tiers financeur est inscrit au passif en « Fonds Dédiés » et fera l'objet d'une reprise ultérieure au fur et à mesure de la réalisation des dépenses.

La diversité des activités de la Croix-Rouge française, son organisation par filière, avec pour chacune d'entre elles, des spécificités réglementaires, de codification des actes, de débiteurs institutionnels ou non à facturer ont conduit à l'utilisation d'« outils métiers » spécialisés dans la gestion administrative et comptable des filières en question.

Ceux-ci sont régulièrement mis à jour par les éditeurs afin de prendre en compte les dernières évolutions nécessaires en termes de codification ou de tarif par exemple.

Ces outils ont pour principales fonctions de permettre l'enregistrement des données administratives du bénéficiaire / patient / usager, de procéder à la facturation en prenant en compte les éventuelles données du séjour et de mettre à jour les comptes « clients » (comptabilisation des factures, des encaissements, possibilité d'obtenir une balance âgée, base des relances « clients », ...)

Les données en provenance de ces « outils métiers » sont interfacées mensuellement dans CEGID XRP (logiciel comptable de la Croix Rouge française) :

- Dans un premier temps, les données sont stockées dans un SAS permettant un premier contrôle de cohérence et de format
- Dans un second temps, un cadrage entre ce qui est exporté de l'« outil métier » et importé dans CEGID XRP est réalisé à fréquence mensuelle.

Les fonds reçus des entreprises privées, qu'ils soient destinés à de l'exploitation ou à de l'investissement, sont des mécénats enregistrés dans le compte « Mécénats issus d'entreprises privées » et non pas des subventions. Ils peuvent, si la convention d'attribution fait bien mention d'un projet défini, être comptabilisés en fonds dédiés (Compte 195). Dans des cas spécifiques ces fonds peuvent également constituer du mécénat.

Les abandons de frais matérialisés de façon expresse par les bénévoles sur leurs notes de frais sont comptabilisés dans le compte « Abandons de frais par les bénévoles » (ANC. régit 2018-06. Art. 320.2) avec pour contrepartie un compte de tiers dans lequel a été constatée la contrepartie des charges par nature. Cette règle comptable spécifique est une exception au principe de comptabilisation des contributions volontaires en nature en compte de classe 8.

3.12 FONDS DÉDIÉS

- Les fonds reportés

Il s'agit des produits de legs et donations non encore réalisés (encaissés) à la clôture de l'exercice.

- Les fonds dédiés

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées à des projets définis et non encore utilisées conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs, sont portées en fin d'exercice au passif du bilan au poste de « Fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés :

- en charges dans le poste « Report en fonds dédiés », les dons et legs reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture,
- en produits dans le poste « Utilisation des fonds dédiés », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont encourues.

Une procédure précise les modalités de réaffectation des reliquats de fonds dédiés issus de la générosité du public dans le cas où la cause est épuisée (décision du Conseil d'administration du 8 octobre 2008 modifiée par le Conseil d'administration du 13 octobre 2010).

Le règlement ANC 2018-06 permet d'étendre l'utilisation du mécanisme des fonds dédiés aux ressources reçues pour le financement des immobilisations affectées à un projet défini. Dans ce cas, la reprise des fonds dédiés s'effectue au même rythme que celui retenu pour l'amortissement de l'immobilisation. La Croix-Rouge française a opté pour ce traitement, il est donc appliqué à l'ensemble des ressources reçues pour le financement d'immobilisation depuis le 1^{er} janvier 2020.

3.13 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Il inclut des éléments non courants.

3.14 TRAITEMENT DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

- Les contributions volontaires en travail

Valorisation des heures de bénévolat :

> Méthodes de recensement

Le recensement des heures passées par les bénévoles repose sur deux sources d'informations :

> Par l'analyse des données des systèmes d'information bénévoles grâce au suivi réalisé au sein d'applications informatiques (PEGASS, DPS, Base Contact, Bilans) qui permettent le recensement et la visualisation de l'ensemble des activités bénévoles.

> Par le suivi et les données des salariés du siège et en délégation grâce au suivi réalisé au siège en lien avec les chargés de mission en délégation, des activités bénévoles et des dispositifs de la Croix-Rouge française.

> Quantification des heures

La quantification des heures a été réalisée sur des données réelles lorsqu'elle a été possible.

Lorsque les données exhaustives n'ont pas été disponibles il a été mis en place une approche pragmatique par la modélisation des activités, menée dans plusieurs situations :

> Concernant les **activités d'action sociale**, la détermination des heures est réalisée suite à un recensement par les salariés du siège et en délégation, soit du nombre exact de dispositifs, soit du nombre exact de bénévoles engagés dans l'activité.

> Concernant les **activités de gouvernance**, l'identification des actions du groupe d'actions Soutien aux activités est réalisée par les salariés du siège de la Croix-Rouge française suite à un recensement des divers organes de gouvernance et en appliquant par la suite, d'une part les dispositions statutaires et réglementaires de la Croix-Rouge française, fixant le nombre de participants ou de membres d'un organe ainsi que le nombre de réunions, leur durée, et d'autre part un taux de participation dont l'estimation est comprise entre 75% et 100%. Les temps de préparation en amont et en aval des réunions sont également estimés et pris en compte.

> Concernant les **activités d'encadrement** et les **activités de secourisme**, les recensements exhaustifs des actions de formation et des actions de secourisme, respectivement par les applications BASE CONTACTS et DPS, permettent une extrapolation fiabilisée du nombre d'heures de bénévolat.

> Valorisation des heures recensées

Le taux horaire appliqué repose sur l'évolution du salaire moyen brut en France constaté par l'INSEE. Un taux de charges sociales moyen est appliqué à ce montant pour aboutir à un salaire chargé.

Valorisation des mécénats de compétences :

Les mécénats de compétences sont justifiés par une convention signée avec l'organisme qui met à disposition le personnel.

La comptabilisation est la même pour les heures de bénévolat et les mises à disposition de personnel.

Débit 864 Personnel bénévole

Crédit 874 Bénévolats

- Les contributions volontaires en mise à disposition

Valorisation des mises à disposition de locaux (y compris les prêts à usage ou commodats) :

Les mises à disposition de locaux sont documentées par une convention avec indication de la valeur locative. A défaut de convention ou d'indication de la valeur locative, la valorisation est déterminée via les relevés de taxe foncière ou d'habitation. Et en dernier recours via une analyse de la valeur locative du marché local.

Comptabilisation :

Débit 863 Mise à disposition de locaux et matériels charges

Crédit 873 Mise à disposition de locaux et matériels produits

Valorisation des fournitures de services :

Les fournitures de services à titre gratuit font l'objet d'un écrit de la société qui fournit le service avec une valorisation (inscription dans la convention, facture avec un net à payer nul, ...)

Comptabilisation :

Débit 862 Prestations gratuites

Crédit 872 Prestations en nature

- Les contributions volontaires en biens

Les biens destinés à être cédés :

Ces biens ne figurent pas dans les contributions volontaires en nature.

Les dons en nature d'une valeur significative et qu'il est possible d'inventorier, sont mentionnés dans l'annexe dans les engagements reçus.

Lors de la réalisation de la vente, l'engagement reçu est soldé et la vente comptabilisée en produits « Ventes de dons en nature ».

Les biens destinés à être conservés par l'association pour mener ses activités :

Ces biens font l'objet d'un écrit de la société qui les fournit avec une valorisation (facture avec un net à payer nul, ...).

Si le bien destiné à être conservé est une immobilisation, il devra être enregistré en immobilisation (et non pas en contribution volontaire) avec une contrepartie en fonds propres.

3.15 LE TRAITEMENT DES LEGS ET ASSURANCES VIES

Selon le règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 le fait générateur permettant d'enregistrer :

- les donations, est la date de signature de l'acte de donation
- les legs, est la date d'acceptation du legs par le Conseil d'Administration ou Bureau National de la Croix-Rouge française
- les assurances vies, est la date de réception des fonds.

Les biens provenant de legs ou donations sont comptabilisés :

- ✓ dans le compte « Créances reçues par legs ou donation » pour les espèces, actifs bancaires, actifs financiers (titres, actions, ...) jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres
- ✓ dans le compte « Biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés à être cédés
- ✓ dans les comptes d'actif par nature pour les biens autres visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservé sur décision du Conseil d'Administration

Les biens transmis peuvent être grevés de dettes qui sont à enregistrer dans le compte « Dette des legs ou donations ».

La contrepartie de la comptabilisation des biens, des dettes et des provisions provenant de legs ou de donations est enregistrée en produit « Ressources liées à la générosité du public » sauf lorsque le testateur ou donateur décide que son legs ou don est destiné à renforcer les fonds propres. L'enregistrement se fera alors en fonds propres sans droit de reprise « Legs et donations ».

Les produits non encore réalisés (encaissés) à la clôture de l'exercice doivent être « neutralisés » par l'utilisation d'un compte « Fonds reportés sur legs ou donations ».

3.16 MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION DU COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES (CER) ET DU COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Conformément à l'article 4 de la loi n°91.772 du 7 août 1991 modifié par l'ordonnance 2015-904 du 23 juillet 2015 le Compte d'Emploi des Ressources est établi en adéquation avec les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Selon l'article 431.4 de l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 :

Les associations et fondations relevant des articles 3 et 4 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991 et les fonds de dotation qui font appel à la générosité du public relevant de §2 du VI de l'article 140 de la loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie incluent dans l'annexe de leurs comptes annuels une sous-section 4 qui comporte les états suivants :

- *un compte de résultat par origine et destination défini à l'article 432-2 ;*
- *un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public conformément à la loi n° 91-772 du 7 août 1991 défini à l'article 432-17 ;*
- *les informations nécessaires à leur bonne compréhension.*

La méthodologie d'élaboration du CER et du CROD est présentée dans la partie 5.

3.17 ETAT DES AVANTAGES ET RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER (EAR)

Le règlement N° 2022-04 du 30 juin 2022, modifie le règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. La conséquence de son application est la présentation de l'état des avantages et ressources en provenance de l'étranger.

4. Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat

NOTE N°1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

DONATION TEMPORAIRE D'USUFRUIT

En K€	Nature	Date d'inscription à l'actif	Durée	Valeur au 31/12/2024
Part de la SCI Pierval	Part de SCI	09/09/2020	5 ans	100
TOTAL				100

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES

En K€	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Frais d'établissement	977		0	0	977
Frais de recherche et de développement	86		0	0	86
Donations temporaires d'usufruit	100		0	0	100
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	57 164	1 129	-168	1 139	59 264
Immobilisations incorporelles en cours	4 262	700	-2 307	-1 162	1 492
Avances et acomptes	31		0	0	31
TOTAL	62 620	1 829	-2 475	-23	61 951

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS

En K€	31/12/2023	Dotations	Reprises/ Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Frais d'établissement	882	191	0	-164	909
Frais de recherche et de développement	74	2	0	0	76
Donations temporaires d'usufruit	6	0		0	6
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	48 682	3 186	-163	-21	51 684
Immobilisations incorporelles en cours		0	0	0	
Avances et acomptes		0	0	0	
TOTAL	49 644	3 379	-163	-185	52 675

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES

En K€	31/12/2023	31/12/2024
Frais d'établissement	95	68
Frais de recherche et de développement	12	10
Donations temporaires d'usufruit	94	94
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	8 482	7 580
Immobilisations incorporelles en cours	4 262	1 492
Avances et acomptes	31	31
TOTAL	12 976	9 276

NOTE N°2 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

ACTIFS INALIÉNABLES

En K€	Nature	Date d'inscription à l'actif	Durée d'inaliénabilité	Valeur nette comptable au 31/12/2024
75014 PARIS - 9 rue Sophie Germain	Appartement	01/01/2002	30 ans	53
83110 SANARY SUR MER - Immeuble La Licorne 55 impasse Henry Dunant	Appartement	01/01/2002	30 ans	14
92120 MONTROUGE - 1 rue Arthur Auger	Appartement	01/01/2002	30 ans	27
TOTAL				94

La Croix-Rouge française détient quelques biens reçus par legs assortis d'une obligation de conservation de 30 ans maximum.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES - VALEURS BRUTES

En K€	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Terrains	49 571	787	-35	-68	50 255
Constructions	711 205	8 259	-15 810	2 492	706 146
Installations techniques, matériel et outillage industriels	117 943	12 458	-1 944	292	128 749
Autres immobilisations corporelles	305 654	25 991	-6 678	983	325 950
Immobilisations corporelles en cours	27 253	11 298	-60	-3 633	34 859
Immobilisations grévées de droit	0	0	0	0	0
Avances et acomptes	440	311	0	-86	666
TOTAL	1 212 067	59 104	-24 526	-20	1 246 624

IMMOBILISATIONS CORPORELLES - AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS

En K€	31/12/2023	Dotations	Reprises/ Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Terrains	6 305	387	-32	-105	6 554
Constructions	438 239	19 229	-11 593	459	446 335
Installations techniques, matériel et outillage industriels	83 836	8 127	-1 857	121	90 227
Autres immobilisations corporelles	221 126	23 159	-5 815	-305	238 166
Immobilisations corporelles en cours	392	104	0	0	495
Amort. Immobilisations grévées de droit	0				0
Avances et acomptes		0	0	0	
TOTAL	749 898	51 005	-19 296	170	781 777

IMMOBILISATIONS CORPORELLES - VALEURS NETTES

En K€	31/12/2023	31/12/2024
Terrains	43 266	43 700
Constructions	272 966	259 811
Installations techniques, matériel et outillage industriels	34 108	38 522
Autres immobilisations corporelles	84 527	87 783
Immobilisations corporelles en cours	26 862	34 364
Immobilisations grévées de droit	0	0
Avances et acomptes	440	666
TOTAL	462 169	464 847

NOTE N°3 : BIENS REÇUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINÉS A ETRE CÉDÉES

BIENS REÇUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS

En K€	31/12/2023	Augmentation /Dotations	Diminution/R eprises	Transferts et var. périmètre	Changement comptable	31/12/2024
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	9 803	30 882	-3 424	0		37 261
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés Dép.	15	0	-38	0		-23
TOTAL	9 788	30 882	-3 386	0	0	37 284

NOTE N°4 : IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES - VALEURS BRUTES

En K€	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Participations et Créances rattachées	1 365	2 540	0	0	3 905
Titres de participations	1 365	2 540	0	0	3 905
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0	0
Participations - Mise en équivalence	5 598	-9 965	-5 598	0	-9 965
Autres titres immobilisés	17 244	2	0	0	17 246
Prêts	14 660	1 088	-87	18	15 679
Prêts à Action Logement	14 474	1 026	0	0	15 500
Autres prêts	186	62	-87	18	179
Autres	27 792	3 985	-4 541	0	27 236
Dépôts Compte Epargne Temps	13 176	2 911	-2 909	295	13 474
Créances de passage en dotation globale	5 735	150	-563	0	5 322
Autres immo. financières	8 881	924	-1 070	-295	8 440
TOTAL	66 659	-2 350	-10 226	18	54 101

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES - DÉPRÉCIATIONS

En K€	31/12/2023	Dotations	Reprises/ Diminutions	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Participations et Créances rattachées	50	0	0	0	50
Titres de participations	0	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	50	0	0	0	50
Autres titres immobilisés	231	478	-228	0	481
Prêts	138	0	-3	0	135
Prêts à Action Logement	0	0	0	0	0
Autres prêts	138	0	-3	0	135
Autres	5 774	268	-563	-118	5 360
Dépôts Compte Epargne Temps	13	0	0	0	13
Créances de passage en dotation globale	5 735	150	-563	0	5 322
Autres immo. financières	26	118	0	-118	26
TOTAL	6 193	745	-794	-118	6 026

NOTE N°5 : CRÉANCES CLIENTS

CRÉANCES CLIENTS

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés	134 454	124 332
Usagers, clients et comptes rattachés Dép.	19 097	18 744
Créances clients nettes	115 358	105 588

Les créances clients 115 358 K€ sont composées de soldes débiteurs pour 139 300 K€ et de soldes créditeurs pour 23 942 K€.

NOTE N°6 : CRÉANCES REÇUES PAR LEGS OU DONATIONS

CRÉANCES LEGS

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Créances reçues par legs ou donations	22 952	14 333
Créances reçues par legs ou donations Dép.		
TOTAL	22 952	14 333

Le compte « Créances reçues par legs ou donations » recense les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts/actions d'OPCVM et assimilés, en attente de réception des fonds ou de transfert des titres.

NOTE N°7 : AUTRES CRÉANCES

DÉTAIL DES AUTRES CRÉANCES

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Avances et acomptes sur commandes	8 417	14 448
Personnel et comptes rattachés	3 864	3 317
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 487	7 176
Etat et autres collectivités publiques	188 277	227 782
Comptes courants	21 875	20 661
Produits à recevoir	24 607	20 374
Débiteurs divers	14 779	21 655
TOTAL	270 307	315 414

* Dont Créances sur Fonds dédiés à encaisser : 114,47M€ en 2024 et 140,94M€ en 2023

Les autres créances 270 307 K€ sont composées de soldes débiteurs pour 273 182 K€ et de soldes créditeurs pour 2 875 K€.

DÉTAIL DES AUTRES CRÉANCES - PROVISIONS

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Avances et acomptes sur commandes		
Personnel et comptes rattachés	22	20
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 196	4 291
Etat et autres collectivités publiques	444	549
Comptes courants	-283	-283
Produits à recevoir		
Débiteurs divers	468	395
TOTAL	4 847	4 971

NOTE N°8 : TRÉSORERIE

TRÉSORERIE

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Placements de trésorerie :		
Valeur brute	256 655	253 147
Provision pour dépréciation	0	
Placements de trésorerie nets de provisions	256 655	253 147
Disponibilités	137 265	116 619
Trésorerie active	393 920	369 766
Concours bancaires et soldes créditeurs de banques	38	7 720
Trésorerie passive	38	7 720
TRESORERIE NETTE	393 882	362 046

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

En K€	Flux ou compte	MONTANT
OPÉRATIONS LIÉES A L'ACTIVITÉ		
Résultat Net		-4 853
+ Dotations nettes aux amortissements et provisions		60 571
+ Report en fonds reportés et fonds dédiés		184 481
- Utilisation des fonds reportés et fonds dédiés		-83 873
- Plus et moins values de cessions d'actifs		-6 744
- Quote part des subventions d'investissement virée au compte de résultat		-8 773
- Quote part dans les résultats des entités mises en équivalence		-1 051
+ Autres éléments		0
	Capacité d'autofinancement	139 757
- Variation des stocks		-1 608
- Variation des créances		25 974
- Variation des comptes de régularisation actif		531
+ Variation des dettes		9 781
+ Variation des comptes de régularisation passif		-70 004
	Variation du besoin en fonds de roulement	-35 327
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ		104 430
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		-1 829
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-89 986
Acquisitions d'immobilisations financières		-7 569
Investissements		-99 384
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		15 185
Cessions/remboursement d'immobilisations financières		4 563
Cessions d'immobilisations		19 749
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		-79 635
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Variation nette des réserves		0
Augmentation nette des legs et donations		147
Augmentation nette des subventions d'investissement non amortissables		0
Variation nette du report à nouveau		0
Dividendes		3 862
Augmentation nette des fonds propres		4 009
Augmentation nette des apports ou legs avec droit de reprise		0
Augmentation nette des résultats sous contrôle de tiers financeurs		0
Augmentation nette des subventions d'investissement amortissables		3 972
Augmentation nette des autres fonds associatifs		3 972
Augmentation des emprunts et dettes financières		17 146
Remboursement des emprunts et dettes financières		-21 892
Augmentation nette des emprunts et dettes financières		-4 746
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		3 235
VARIATION DE LA TRÉSORERIE		28 030
TRÉSORERIE EN DÉBUT DE PÉRIODE		362 046
TRÉSORERIE EN FIN DE PÉRIODE		393 882

NOTE N°9 : VARIATION DES FONDS PROPRES

La variation des fonds propres et réserves sur l'ensemble de la période courant du 1^{er} janvier au 31 décembre est représentée dans le tableau suivant :

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

En K€	31/12/2023	Affectation du résultat N-1		Augmentation		Diminution		Transferts et var. périmètre	31/12/2024
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	141 960			147	0	0	0	53	142 159
Fonds propres avec droit de reprise	13 175			0	0	0	0	-53	13 122
Ecart de réévaluation	2 182			0		0		0	2 182
Réserves	90 196	-3 693		11 310		0		-16 133	81 680
dont réserves des activités sous gestion propre	-733	-3 497		0		0		-11 154	-15 385
dont réserves des activités SMS sous gestion contrôlée	116 659			11 310		0		-1 715	126 254
dont réserves des autres activités sous gestion contrôlée	-25 729	-196		0		0		-3 264	-29 190
Report à nouveau	54 180	-5 544	0	2 254		-11 310		502	40 082
dont report à nouveau des activités sous gestion propre	117 320	9 024	0	3 047		-15		-16 731	112 645
dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée	-39 374	-3 739	0	501		-11 167		3 358	-50 421
dont report à nouveau des autres activités sous gestion contrôlée	-23 766	-10 829	0	-1 294		-128		13 875	-22 142
Résultat	-9 237	9 237	0	-4 853	0	0	0	0	-4 853
dont résultat des activités sous gestion propre	5 330	-5 330	0	-7 955	0	0	0	0	-7 955
dont résultat des activités SMS sous gestion contrôlée	-3 739	3 739	0	4 073	0	0	0	0	4 073
dont résultat des autres activités sous gestion contrôlée	-10 829	10 829	0	-971	0	0	0	0	-971
Situation nette	292 456	0	0	8 857	0	-11 310	0	-15 632	274 372
Fonds propres consommables				0		0		0	
Subventions d'investissement	85 066			4 115		-8 916		202	80 468
Provisions règlementées	27 982			3 998		-2 362		-877	28 741
FONDS PROPRES	405 505	0	0	16 970	0	-22 587	0	-16 306	383 582

- Le résultat administratif des établissements sous gestion contrôlée se décompose de la façon suivante :

TABLEAU DE PASSAGE DU RÉSULTAT COMPTABLE AU RÉSULTAT ADMINISTRATIF DES STRUCTURES SOUS GESTION CONTRÔLÉE

En K€	31/12/2024
Résultat comptable	3 102
Reprises des excédents affectés aux mesures d'exploitation non reductibles	878
Reprise des résultats des exercices antérieurs	
Reprise sur la réserve de compensation des déficits	-16
Reprise sur les excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement	-98
Amortissements comptables excédentaires différés	346
Dépenses pour congés payés et autres droits acquis par les salariés	-3 195
Provision pour départ à la retraite	-144
Autres dépenses non opposables	-412
RÉSULTAT ADMINISTRATIF	7 303

TABLEAU DE DÉTERMINATION DU RÉSULTAT EFFECTIF GLOBAL

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable	-4 853	-9 237
Reprise des résultats des exercices antérieurs		0
Excédent ou déficit effectif global	-4 853	-9 237
dont résultat effectif sous gestion propre	-7 955	5 330
dont résultat effectif sous gestion contrôlée (ESSMS)	4 073	-3 739
dont résultat effectif sous gestion contrôlée (Autre)	-971	-10 829

- Subventions d'investissement amortissables

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

En K€	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Subventions d'investissement	85 066	4 115	-8 916	202	80 468

NOTE N°10 : FONDS REPORTÉS ET FONDS DÉDIÉS

FONDS REPORTÉS

En K€	31/12/2023	Report	Utilisation	Rembours	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Fonds reportés liés aux legs ou donations	20 686	38 962	-9 393		0	50 255

FONDS DÉDIÉS PAR TYPE DE RESSOURCES

En K€	31/12/2023	Report	Utilisation		Transferts et var. périmètre	31/12/2024	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	81 626	116 114	-52 456	-248	-160	144 876	301
Contributions financières d'autres organismes	17 040	2 223	-2 531	-35	-690	16 007	2 702
Contributions financières ESSMS - Investissements	10 969	1 094	-859	-6	-623	10 575	2 301
Contributions financières ESSMS - Exploitation	1 654	434	-933	-17	-49	1 089	384
Contributions financières organismes privés	4 417	695	-739	-13	-18	4 342	16
Ressources liées à la générosité du public	61 932	27 181	-19 190	-19	0	69 904	322
TOTAL	160 598	145 519	-74 177	-302	-850	230 787	3 325

FONDS DÉDIÉS NON MOUVEMENTÉS DEPUIS PLUS DE 2 ANS

En K€	Solde non utilisés au 31/12/2024	Solde non utilisés au 31/12/2023	Variation entre 2024 et 2023
Autres	360	706	-346
Dépenses/régularisation prévues sur 2025	935	23	912
Projet reporté suite au COVID		0	0
Projets d'investissements en cours de validation	2 023	1 954	69
Réaffectation à un autre projet prévu sur 2025	6	9	-3
TOTAL	3 325	2 692	632

FONDS DÉDIÉS PAR PROJET

En K€	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Variation 2024-2023
INTERNATIONAL - COORDINATION DES ACTIVITES - DELEGATION	442	2 804	2 674
INTERNATIONAL - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL	629	818	-336
INTERNATIONAL - DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL	444	546	86
INTERNATIONAL - EAU ET ASSAINISSEMENT (& NUT. & FOOSEC)	1 046	138	-285
INTERNATIONAL - FORMATION AU SECOURISME	1	1	-285
INTERNATIONAL - GRANDES CAUSES ET FONDS ZONAUX	9	9	8
INTERNATIONAL - LUTTE CONTRE LE SIDA	2	2	-1
INTERNATIONAL - REDUCTION DES DESASTRES	32 005	11 962	-10 284
INTERNATIONAL - SANTE PUBLIQUE	90 224	54 268	-40 867
INTERNATIONAL - SOUTIEN PSYCHOSOCIAL	443	299	194
INTERNATIONAL - URGENCE	42 209	39 533	3 714
NATIONAL - AIDE ALIMENTAIRE	938	888	156
NATIONAL - COVID	257	491	-12 085
NATIONAL - DIVERS	2 327	1 405	566
NATIONAL - DOMICILE		459	459
NATIONAL - ENFANCES ET FAMILLES		1	1
NATIONAL - EXCLUSION - PRECARITE	2 094	950	-2 019
NATIONAL - FORMATION	826	1 103	216
NATIONAL - HANDICAP		2 018	2 018
NATIONAL - INVESTISSEMENT	10 686	10 721	-1 346
NATIONAL - PERSONNES AGEES		0	0
NATIONAL - SANTE		891	891
NATIONAL - URGENCES		1 639	1 639
NATIONAL - URGENCES (Catastrophe)	449	572	-116
NATIONAL - URGENCES (Secourisme)	45 667	29 016	22 623
NATIONAL - URGENCES (UKRAINE)	88	63	-33 714
	230 787	160 598	-66 094

NOTE N°11 : PROVISIONS

DÉTAIL DES PROVISIONS

En K€	31/12/2023	Dotations	Reprises avec objet	Reprises sans objet	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Provisions pour risque prud'homal	5 405	3 542	-3 236	-643	-900	4 169
Provisions pour risques de reversement	74 186	29 629	-20 808	-4 490	-5	78 511
Provisions pour autres risques	26 097	1 771	-2 194	-1 403	1 054	25 325
Provisions pour départ à la retraite	46 941	6 291	-2 689	-2 408	6	48 142
Provisions pour charges	3 381	1 717	-481	-224	14	4 407
TOTAL	156 009	42 949	-29 406	-9 168	169	160 554

NOTE N°12 : DETTES FINANCIÈRES

DETTES FINANCIÈRES

En K€	31/12/2023	Variation de BFR	Augmentation	Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	114 876	-7 682	3 424	-11 501	0	99 118
Emprunts auprès des étab. bancaires ou de crédit	107 157		3 424	-11 501	0	99 080
Concours bancaires	7 720	-7 682			0	38
Emprunts et dettes financières diverses	48 722	-62	13 784	-12 939	0	49 504
Emprunts auprès d'organismes publics	42 881		12 003	-11 154	0	43 730
Dépôts et cautionnements reçus	5 028	0	1 781	-1 785	0	5 024
Intérêts courus sur emprunts	812	-62			0	750
Dettes rattachées à des participations					0	
TOTAL	163 598	-7 744	17 208	-24 440	0	148 622

NOTE N°13 : DETTES DES LEGS OU DONATIONS

Les dettes des legs et donations sont constituées :

- des dettes dont le défunt ne s'était pas libéré au jour de son décès ;
- des dettes grevant le bien transféré au bénéficiaire de la donation ;
- de toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation.

NOTE N°14 : DETTES SOCIALES ET FISCALES

DÉTAIL DES DETTES FISCALES ET SOCIALES

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Dettes fiscales	9 835	12 742
Dettes sociales	166 548	161 435
TOTAL	176 383	174 177

Les dettes sociales et fiscales 176 383 K€ sont composées de soldes créditeurs pour 177 166 K€ et de soldes débiteurs pour 783 K€.

NOTE N°15 : AUTRES DETTES

DÉTAIL DES AUTRES DETTES

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Comptes courant créditeurs	12 746	16 736
Fonds en dépôt (dépôts et pensions à reverser)	321	486
Créditeurs divers	58 680	54 628
TOTAL	71 747	71 850

Les autres dettes de 71 747 K€ sont composées de soldes créditeurs pour 72 311 K€ et de soldes débiteurs pour 564 K€.

NOTE N°16 : PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Produits constatés d'avance sur subventions	24 145	94 592
Produits constatés d'avance facturation client	25 279	25 476
Produits constatés d'avance autres	4 356	3 717
TOTAL	53 781	123 785

Dont 62.85M€ de produits constatés d'avance sur subventions internationales en 2023.

NOTE N°17 : ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES

ÉCHÉANCE DES CRÉANCES

En K€	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéance à moins d'un an	Échéance à plus de 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	0	0	0
Prêts à Action Logement	15 500	344	15 156
Autres prêts	179	179	0
Dépôts Compte Epargne Temps	13 474	0	13 474
Créances de passage en dotation globale	5 322	0	5 322
Autres immo. financières	8 440	3 246	5 194
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	134 454	134 454	0
Créances reçues par legs ou donations	22 952	0	22 952
Autres	270 307	270 307	0
Valeurs mobilières de placement	256 655	256 655	0
Charges constatées d'avance	10 623	10 623	0
TOTAL	737 906	675 808	62 098

ÉCHÉANCE DES DETTES

En K€	Montant brut	Exigibilité du passif		
		Échéance à moins d'un an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établt. bancaires ou de crédit	99 080	20 479	26 021	52 580
Emprunts auprès d'organismes publics	43 730	38 380	1 810	3 540
Dépôts et cautionnements reçus	5 024	0	5 024	0
Intérêts courus sur emprunts	750	750	0	0
Dettes rattachées à des participations		0	0	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	80 241	80 241	0	0
Dettes des legs ou donations	10 024	10 024	0	0
Dettes fiscales et sociales	176 383	176 383	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 562	6 562	0	0
Autres dettes	71 747	48 834	22 913	0
Produits constatés d'avance	53 781	53 781	0	0
TOTAL	547 322	435 434	55 768	56 120

NOTE N°18 : VENTES DE BIENS ET SERVICES**DÉTAIL DES VENTES DE BIENS**

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Ventes de biens autres	8 861	8 043
Ventes de dons en nature	24 985	24 330
TOTAL	33 846	32 372

DÉTAIL DES VENTES DE SERVICES

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Frais de scolarité et formation	80 874	75 696
Prestations de services médicales, médico-sociales à la charge des usagers EHPAD	59 730	56 364
Prestations de services médicaux, médico-sociales à la charge des usagers hors EHPAD	51 216	60 213
Autres prestations délivrées aux usagers	9 825	10 761
Produits des activités annexes	16 497	15 152
Produits des manifestations	1 671	1 615
Produits des postes de secours	9 006	8 545
Parrainages	711	448
Autres prestations de services	19 746	19 150
TOTAL	249 276	247 943

NOTE N°19 : CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS**DÉTAIL DES CONCOURS PUBLICS**

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Produits de la tarification du secteur sanitaire	244 936	201 615
Produits de la tarification du secteur social et médico-social	501 445	498 528
TOTAL	746 381	700 143

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Subventions d'exploitation non affectées	124 654	125 104
Subventions d'exploitation affectées	333 758	230 194
Taxe d'apprentissage	309	362
Subventions d'exploitation pour contrats aidés	8 819	8 880
TOTAL	467 540	364 540

NOTE N°20 : DONLS MANUELS

DÉTAIL DES DONLS MANUELS

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Dons manuels non affectés	77 077	83 035
Dons manuels affectés	23 046	18 057
Quête nationale	2 314	2 466
Abandons de frais par les bénévoles	4 040	3 473
Produits de la surtaxe postale	1 607	849
TOTAL	108 085	107 879

NOTE N°21 : LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE

LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Montant perçu au titre d'assurances-vie	7 201	6 255
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	38 551	8 707
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	3 905	5 981
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	38	164
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	9 393	10 327
PRODUITS	59 087	31 433
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	3 424	5 721
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	160
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	38 962	7 361
CHARGES	42 386	13 243
SOLDE	16 701	18 190

NOTE N°22 : AUTRES PRODUITS

DÉTAIL DES AUTRES PRODUITS

En K€	31/12/2024	31/12/2023
QP des subv. d'investissement virées au cpte de réslt	8 773	7 799
Produits de gestion courante	19 641	15 571
TOTAL	28 414	23 370

NOTE N°23 : CHARGES EXTERNES

DÉTAIL DES CHARGES EXTERNES

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Autres achats	108 892	120 037
Sous traitance à caractère médical et médico-social	18 055	16 358
Redevances de crédit bail	1 722	1 614
Locations, charges locatives et charges de copropriété	109 215	102 285
Entretiens et réparations	33 710	30 666
Primes d'assurances	8 072	8 241
Divers	2 129	1 107
Personnel extérieur à l'association	26 585	28 134
Rémunérations d'intermédiaires et d'honoraires	26 166	22 757
Informations, publications, relations publiques	24 676	25 422
Transports de biens, d'usagers et transports collectifs du perso	12 053	14 256
Déplacements, missions et réceptions	25 364	22 277
Frais postaux et frais de télécommunications	8 205	8 275
Services bancaires et assimilés	2 315	2 170
Autres prestations de services	78 568	69 278
TOTAL	485 727	472 875

NOTE N°24 : AIDES FINANCIERES

DÉTAIL DES AIDES FINANCIÈRES

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Aides accordées en France	40 217	43 638
Aides accordées à l'étranger	38 669	78 930
TOTAL	78 885	122 568

NOTE N°25 : ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE N (VERSION SYNTHETIQUE)*

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources	Etat du contributeur (suite)	Montant total des avantages et des ressources	Etat du contributeur (suite)	Montant total des avantages et des ressources
Afrique du Sud	120 €	Guatemala	180 €	Singapour	2 680 €
Albanie	90 €	Guernesey	43 €	Suède	1 305 €
Algérie	514 €	Guinée	120 €	Suisse	229 450 €
Allemagne	36 358 €	Guyane	120 €	SUISSE	30 380 600 €
Andorre	635 €	Hong Kong	840 €	Taiwan	250 €
Arabie Saoudite	200 €	Hongrie	1 265 €	Thaïlande	1 084 €
Argentine	375 €	Ile Maurice	34 725 €	Tunisie	923 €
Australie	1 700 €	Inde	1 459 €	Turquie	264 €
Autriche	3 347 €	Indonésie	279 €	Ukraine	200 €
Bahamas	2 520 €	Iran	1 €	USA	997 556 €
Bahreïn	100 €	Irlande	3 736 €	Vénézuela	1 €
Belgique	18 437 984 €	Israël	90 €	Vietnam	700 €
Bhoutan	96 €	Italie	8 008 €	Wallis et Futuna	50 €
Brésil	2 420 €	Jamaïque	210 €		
Bulgarie	146 €	Japon	1 838 €		
Cameroun	200 €	Kenya	80 €		
Canada	11 459 €	Laos	6 €		
CANADA	120 297 €	Liban	307 €		
Centre-Afrique	50 €	Liechtenstein	255 832 €		
Chili	610 €	Luxembourg	16 969 €		
Chine	1 200 €	Madagascar	350 €		
Chypre	74 €	Malaisie	5 €		
Colombie	470 €	Malte	510 €		
Comores	215 €	Maroc	1 703 €		
Congo	200 €	Mexique	846 €		
Corée du Sud	2 400 €	Moldavie	240 €		
Côte d'Ivoire	452 €	Monaco	7 240 €		
Croatie	195 €	MONACO	230 000 €		
Danemark	901 €	Norvège	1 961 €		
Egypte	170 €	Nouvelle Zélande	295 €		
El Salvador	50 €	Ouzbékistan	50 €		
Emirats Arabes unis	1 380 €	Panama	84 €		
Espagne	12 664 €	PAYS BAS	298 723 €		
Estonie	130 €	Pays-Bas	14 671 €		
Etats-Unis	171 801 €	Pérou	100 €		
Ethiopie	500 €	Pologne	1 971 €		
ex-Union Soviétique	550 €	Portugal	4 302 €		
Finlande	1 645 €	Qatar	80 €		
FINLANDE	30 000 €	République Slovaque	120 €		
Gabon	360 €	République tchèque	650 €		
Gambie	360 €	Roumanie	924 €		
Géorgie	200 €	ROYAME UNI	1 807 704 €		
Grande-Bretagne	81 486 €	Russie	240 €		
Grèce	557 €	Sénégal	291 €		

*La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger est disponible au siège de l'association.

NOTE N°26 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS DONNÉS

- Indemnités de fin de carrière :

La valeur des engagements du groupe Croix-Rouge française au titre des Indemnités de Fin de Carrière (IFC) au 31/12/2024 s'élève à 50 836 K€, cependant la dette comptabilisée est de 48 142 K€.

La différence, s'élevant à 2 694 K€, est due aux écarts actuariels (écarts d'expérience, taux d'actualisation, table de mortalité, ...) et fait l'objet d'un engagement donné.

- Clauses de réserve de propriété :

Le Groupe a acquis un bien immobilier au travers d'une vente à terme avec réserve de propriété. Selon les termes du contrat, le transfert de propriété ne sera effectif qu'à compter de la constatation du paiement intégral du prix de vente, soit en 2046 (3 248 K€ pour l'immeuble et 126 K€ pour le terrain).

- Transactions financières :

La Croix-Rouge française a versé en 2024 à la Fondation Croix-Rouge un montant de 200 K€, conformément à la Convention de Partenariat du 05 mai 2022, modifiée par avenant le 05 mai 2022, organisant les modalités de cette collaboration et le versement par la Croix-Rouge française d'une dotation de 700 K€ sur la période 2022-2025.

ENGAGEMENTS REÇUS

- Emprunts bancaires :

Certains emprunts bancaires souscrits par la Croix-Rouge française bénéficient de garanties de collectivités territoriales. Le capital restant dû à la clôture de ces emprunts bancaires est de 58 049 K€.

- Legs :

Les legs non comptabilisés en attente d'acceptation par le Conseil d'Administration s'élèvent à 2 802 K€.

Le groupe Croix-Rouge française a accepté certains legs assortis d'une obligation. Dans la majorité des cas, cette obligation consiste à entretenir la sépulture du légataire et fleurir sa tombe.

NOTE N°27 : EFFECTIFS À FIN DÉCEMBRE 2024

L'effectif moyen est de 18 256 salariés en 2024 contre 17 943 en 2023.

NOTE N°28 : RÉMUNÉRATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BÉNÉVOLES ET SALARIÉS (ARTICLE 20 DE LA LOI DU 23 MAI 2006)

Le Président ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération. Les trois plus hauts cadres dirigeants salariés de la Croix-Rouge française ont perçu en 2024 une rémunération globale brute de 549 K€.

NOTE N°29 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes (code de commerce article R.123-198, 9°) pour l'exercice 2024 s'élèvent à 515 K€ TTC, soit :

- 474 K€ au titre du contrôle légal,
- 41 K€ au titre des services autres que ceux de la certification des comptes.

5. Compte d'Emploi annuel des Ressources

5.1 MÉTHODOLOGIE

La méthodologie d'élaboration du Compte d'Emploi annuel des Ressources (CER) qui intègre l'ensemble des charges et produits de l'exercice a été la suivante :

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE

RESSOURCES

Produits liés à la générosité du public :

- 1) Cotisations sans contrepartie : cotisations reçues des adhérents
- 2) Dons manuels : Produits de collecte hors cotisations des adhérents et surtaxe postale
- 3) Legs, donations et assurance-vie : ligne legs du compte de résultat
- 4) Mécénat
- 5) Autres produits liés à la générosité du public : surtaxe postale

Produits non liés à la générosité du public :

Autres produits non liés à la générosité du public : Produits financiers + produits exceptionnels + produits divers de gestion courante + transfert de charges + taxe d'apprentissage.

Subventions et autres concours publics :

Concours publics et subventions d'exploitation.

Reprises sur provisions et dépréciations :

Reprises amortissements et exploitations, financières et exceptionnelles.

Utilisations des fonds dédiés antérieurs :

Utilisation des fonds dédiés du compte de résultat

EMPLOIS

Missions sociales réalisées en France :

Produits des collectes des structures hors siège et international + variation de fonds dédiés issus de la GP pour les délégations et établissements + versement net du DEPSR (droit d'emblème) + charges de la CNAC, DEPLF, DI, DGAO, DUSP, DROI, DGAE + charges des fonds dédiés financées par la GP hors Report + charges des budgets des autres directions (directions support) financées par de la générosité du public.

Missions sociales réalisées à l'étranger :

- 1) Secours accordés à l'étranger du compte de résultat + charges de la structure 03615 (international), reports en fonds dédiés de l'exercice et secours accordés
- 2) Versement à un organisme central ou à d'autres : Cotisation versée au FICR/CICR issue de la balance analytique du siège

Frais de recherche de fonds :

- 1) Frais d'appel à la générosité du public : Frais de publicité et d'annonces des budgets grand public et quête nationale du siège
- 2) Frais de recherche d'autres ressources : Frais de publicité et d'annonces des budgets de la communication éditoriale et communication externe

Frais de fonctionnement :

Frais de fonctionnement : Charges des directions du siège ((1) hors CNAC, DEPLF, DI, DGAO, DUSP, DROI, DGAE) hors fonds dédiés, hors frais d'appel, hors reports, hors missions sociales. Un pourcentage a été appliqué par direction / service pour refléter la part des coûts de ces directions dans la gestion de la générosité du public et des activités qui en découlent. Ce pourcentage s'appuie sur les déclarations faites par chaque direction, lors d'une étude dédiée s'appuyant sur les coûts 2019, déclarations qui permettent de ventiler les coûts des directions par activité bénéficiaire (établissements, réseau, international, siège, corporate...).

Dotations aux provisions et dépréciations :

Dotations aux provisions et dépréciations du compte de résultat.

Impôts sur les bénéfices :

Non concerné.

Reports en fonds dédiés de l'exercice :

Reports en fonds dédiés au compte de résultat.

Contributions volontaires en nature :

Données issues du tableau des contributions volontaires de l'annexe des comptes.

GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

RESSOURCES

Produits liés à la générosité du public :

Report de la colonne total

Utilisations des fonds dédiés antérieurs :

Utilisation des fonds dédiés issue de l'annexe de variation des fonds dédiés par types de ressources

EMPLOIS

Missions sociales réalisées en France :

Produits des collectes des structures hors siège et international + variation de fonds dédiés issus de la GP pour les délégations et établissements + versement net du DEPSR (droit d'emblème) + charges de la CNAC, DEPLF, DI, DGAO, DUSP, DROI, DGAE*, Report + charges budgets des autres directions alimentées par de la générosité du public.

Missions sociales réalisées à l'étranger :

- 1) Secours accordés à l'étranger des délégations et établissements + produits issus de la GP de la structure 03615 (international) + versement sur fonds propres issus de la GP + variation de fonds dédiés issus de la structure 03615
- 2) Versement à un organisme central ou à d'autres : Report colonne Total

Frais de recherche de fonds :

- 1) Frais d'appel à la générosité du public : Report de la colonne total
- 2) Frais de recherche d'autres ressources : non concerné

Frais de fonctionnement :

Frais de fonctionnement : Charges des directions du siège (hors CNAC, DEPLF, DI, DGAO, DUSP, DROI, DGAE)* hors fonds dédiés, hors frais d'appel, hors reports, hors missions sociales. Un pourcentage a été appliqué par direction / service pour refléter la part des coûts de ces directions dans la gestion de la générosité du public et des activités qui en découlent. Ce pourcentage s'appuie sur les déclarations faites par chaque direction, lors d'une étude dédiée s'appuyant sur les coûts 2019, déclarations qui permettent de ventiler les coûts des directions par activité bénéficiaire (établissements, réseau, international, siège, corporate...).

Reports en fonds dédiés :

Reports des fonds dédiés GP issus de l'annexe de variation des fonds dédiés.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Report de la colonne total

CER

L'alimentation du CER se fait intégralement à partir des données issues du CROD.

Investissements et désinvestissements nets liés à la générosité du public :

Totalité des investissements du réseau, net de subventions et sans les avances et acomptes – amortissements de l'année.

La durée d'amortissement retenue est de 10 ans soit 10% du montant des investissements de l'année.

(*)

CNAC = CENTRE NATIONAL D'APPUI ET DE COORDINATION

DEPLF = DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA PRÉVENTION ET DES LIENS FAMILIAUX

DI = DIRECTION DE L'INCLUSION

DGAO = DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONS

DUSP = DIRECTION DE L'URGENCE, DU SECOURS ET DE LA PROTECTION

DROI = DIRECTION DES OPÉRATIONS INTERNATIONALES

DGAE = DIRECTION GÉNÉRALE EXPLOITATION

5.2 TABLEAU DU COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRS DU PUBLIC (En K€)

EMPLOIS PAR DESTINATION	31/12/2024	31/12/2023	RESSOURCES PAR ORIGINE	31/12/2024	31/12/2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 – MISSIONS SOCIALES			1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie	646	679
- Actions réalisées par l'organisme	93825	104237	1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels	132499	132320
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	16701	18190
- Actions réalisées par l'organisme	19002	22498	- Mécénats	11885	19536
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	2842	2535	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	1607	849
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	23492	23566			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	27572	19539			
TOTAL DES EMPLOIS	166734	172375	TOTAL DES RESSOURCES	163339	171575
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	27162	59718	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	19190	70174
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-11367	9656	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	182528	241749	TOTAL	182528	241749

			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	33745	34661
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	-11367	9656
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-13264	-10572
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	9113	33745

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/12/2024	31/12/2023		31/12/2024	31/12/2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
Réalisées en France	451714	381907	Bénévolat	454814	369887
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature	6391	12148
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS			Dons en nature	16854	26216
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	26345	26345			
TOTAL	478059	408252	TOTAL	478059	408252

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public :

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	31/12/2024	31/12/2023
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC ENDEBUT D'EXERCICE *	61932	72388
(-) Utilisation	-19190	-70174
(+) Report	27162	59718
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	69904	61932

COMPTES DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (En K€)

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	31/12/2024		31/12/2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	163 339	163 339	171 575	171 575
1.1 Cotisations sans contrepartie	646	646	679	679
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	132 499	132 499	132 320	132 320
- Legs, donations et assurances-vie	16 701	16 701	18 190	18 190
- Mécénat	11 885	11 885	19 536	19 536
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	1 607	1 607	849	849
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	301 338		278 886	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	301 338		278 886	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1 222 695		1 072 481	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	52 353		57 886	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	74 480	19 190	146 136	70 174
TOTAL	1 814 204	182 528	1 726 964	241 749
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	1 495 344	93 825	1 350 088	104 237
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	92 896	19 002	141 264	22 498
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	2 842	2 842	2 535	2 535
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	23 492	23 492	23 566	23 566
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	98 004	27 572	83 830	19 539
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	57 442		54 831	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES				
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	49 038	27 162	80 087	59 718
TOTAL	1 819 057	193 896	1 736 201	232 093
EXCEDENT OU DEFICIT	-4 853	-11 367	-9 237	9 656

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/12/2024		31/12/2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	454 814	454 814	369 887	369 887
Prestations en nature	6 391	6 391	12 148	12 148
Dons en nature	16 854	16 854	26 216	26 216
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	478 059	478 059	408 252	408 252
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	451 714	451 714	381 907	381 907
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	26 345	26 345	26 345	26 345
TOTAL	478 059	478 059	408 252	408 252

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT (En K€)

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales				Frais de recherche de fonds		Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions et dépréciations	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources					
	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes							
Achats de marchandises	2023										2023
Variation de stock	-1 632						25				-1 607
Autres achats et charges externes	332 717		49 704	2842	23 492		76 972				485 727
Aides financières	59 500		19 381				5				78 885
Impôts, taxes et versement assimilés	6 503		1 386				124				8 014
Salaires et traitements	576 994		18 577				18 188				613 759
Charges sociales	343 463		3 552				-11 196				335 819
Dotations aux amortissements et dépréciations	42 288						11 992				54 280
Dotations aux provisions								49 038			49 038
Reports en fonds dédiés										145 519	145 519
Autres charges	28 764						812				29 576
Charges financières	4 240		182				714	478			5 614
Charges exceptionnelles	8 014		31				367	3 998			12 411
Participations des salariés aux résultats											
Impôt sur les bénéfices											
TOTAL	1 402 874		92 813	2842	23 492		98 004	53 514		145 519	1 819 057

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales			Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger				
Secours en nature	11078					11078
Mises à disposition gratuites de biens	5776					5776
Prestations de services	6391					6391
Personnel bénévole	428469				26345	454814
TOTAL	451714				26345	478059

5.4 MISSIONS SOCIALES RÉALISÉES

Le Conseil d'Administration de la Croix-Rouge française a, dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau compte d'emploi des ressources, décidé le 16 décembre 2009 de définir les missions sociales de la Croix-Rouge française comme étant conformes à son objet statutaire et à son projet associatif : le secourisme, l'action sociale, la santé et l'aide à l'autonomie, la formation et la solidarité internationale, mises en place à l'aide d'un réseau de délégations locales, départementales et d'établissements.

6. Détail du bilan et du compte de résultat

6.1 BILAN PAR STRUCTURE

BILAN - EXTRAIT 1

En K€	CRF SOCIAL	SAS CAMPUS CROIX ROUGE	SAS CROIX ROUGE NEXEM INNOVATION	SAS CROIX ROUGE NEXEM INNOVATION	SCI BROUSSAIS LA CHARITÉ	SCI HENRY DUNANT	SCI FONCIERE CRF	SCI LES PEUPLIERS	SCI DES TABELLIONS	SCI MISTRAL SAINT MARTIN
Immobilisations incorporelles	9 253	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	409 785	327	88	31	23 089	0	0	34 849	297	1 911
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	37 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations financières	134 002	0	0	0	0	0	0	108	0	0
dont Participations - Mise en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	590 324	327	88	31	23 089	0	0	34 957	297	1 911
Stocks et en-cours	4 642	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances	361 595	2 964	610	-177	12 177	0	0	10 282	0	2
Valeurs mobilières de placement	256 655	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disponibilités	124 964	756	974	22	53	18	0	29	94	2 432
Charges constatées d'avance	10 235	261	3	0	0	0	0	90	1	0
TOTAL ACTIF CIRCULANT	758 090	3 981	1 587	-155	12 229	18	0	10 401	95	2 433
Frais d'émission des emprunts (III)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ecart de conversion Actif (V)	221	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL ACTIF	1 348 636	4 308	1 675	-124	35 318	18	0	45 358	392	4 344
FONDS PROPRES	411 196	-3 240	598	-163	33 755	-7	0	32 109	172	830
Résultat de l'exercice	-5 375	-330	-246	-96	1 247	-3	0	138	-38	-20
dont Résultat - Mise en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FONDS REPORTEES ET DEDIES	280 889	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PROVISIONS	158 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DETTES	497 830	7 548	1 077	38	1 563	25	0	13 249	220	3 515
dont concours bancaires courants	32	0	0	0	0	0	0	5	0	0
ECARTS DE CONVERSION PASSIF	422	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIF	1 348 636	4 308	1 675	-124	35 318	18	0	45 358	392	4 344

BILAN - EXTRAIT 2

En K€	SCI NISSAN	SCI SISMONDI	ASSOCIATION IMMO CROIX- ROUGE	CROIX-ROUGE INSERTION (Combi)	CRECHE LA MAISON DU PETIT ENFANT	"GROUPEMENT COOPERATION SANITAIRE ""HENRY DUNANT""	Elimination des comptes IG réciproques	Retraitements	COMBINÉS
Immobilisations incorporelles	0	0	0	22	0	0	0	0	9 275
Immobilisations corporelles	0	1 964	0	3 641	252	0	0	-11 378	464 848
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0	0	0	37 284
Immobilisations financières	0	0	48 227	314	5	0	-338	-134 242	48 074
<i>dont Participations - Mise en équivalence</i>	0	0	0	0	0	0	0	-9 965	-9 965
TOTAL ACTIF IMMOBIUSE	0	1 964	48 227	3 977	257	0	-338	-145 620	559 482
Stocks et en-cours	0	0	0	301	0	0	0	0	4 943
Créances	-15	-295	0	9 222	155	0	6 960	-675	403 770
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	0	0	0	0	256 655
Disponibilités	4 162	953	0	2 288	521	0	0	-144	137 265
Charges constatées d'avance	0	0	0	34	0	0	0	0	10 623
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 147	658	0	11 846	676	0	6 960	-820	813 256
Frais d'émission des emprunts (III)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ecart de conversion Actif (V)	0	0	0	0	0	0	0	0	221
TOTAL ACTIF	4 147	2 622	48 227	15 822	933	0	6 622	-146 440	1 372 959
FONDS PROPRES	2 892	381	48 205	2 921	495	0	0	-145 778	383 582
<i>Résultat de l'exercice</i>	3 860	45	0	-741	0	0	0	1 210	-4 853
<i>dont Résultat - Mise en équivalence</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FONDS REPORTES ET DEDIES	0	0	0	153	0	0	0	0	281 042
PROVISIONS	0	0	0	1 524	73	0	0	0	160 554
DETTES	1 254	2 241	21	11 224	365	0	6 730	-730	547 360
<i>dont concours bancaires courants</i>	0	0	0	0	0	0	0	-101	38
ECARTS DE CONVERSION PASSIF	0	0	0	0	0	0	0	0	422
TOTAL PASSIF	4 147	2 622	48 227	15 822	933	0	6 730	-146 508	1 372 959

6.2 COMPTE DE RÉSULTAT PAR STRUCTURE

CDR - EXTRAIT 1

En K€	CRF SOCIAL	SAS CAMPUS CROIX ROUGE	SAS CROIX ROUGE NEXEM INNOVATION	SAS CROIX ROUGE SANTE SECOURS	SCI BROUSSAIS LA CHARITÉ	SCI HENRY DUNANT	SCI FONCIERE CRF	SCI LES PEUPLIERS	SCI DES TABELLIONS	SCI MISTRAL SAINT MARTIN
Cotisations	644									
Ventes de biens	29 888									
Ventes de prestations de service	233 380	8 211	973	0	3 874		0	1 518		261
Produits de tiers financeurs	1 329 118			392	0					
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	55 791		16		0		0			
Utilisations des fonds dédiés	74 178									
Autres produits	28 042	0	66	0	4		0	29		167
PRODUITS D'EXPLOITATION	1 751 042	8 211	1 055	392	3 878		0	1 547		428
Achats de marchandises	1 136									
Variation de stock	-1 641									
Autres achats et charges externes	479 734	8 049	636	60	1 892	3	0	367	12	29
Aides financières	78 885									
Impôts, taxes et versement assimilés	7 335	2	2	1	374		0	177	6	23
Salaires et traitements	598 954		426	286						
Charges sociales	332 428		152	124						
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	50 878	174	71	15	616		0	1 142	17	289
Dotations aux provisions	47 307		9							
Report en fonds dédiés	145 356									
Autres charges	16 502	1	8	0	0		0			
CHARGES D'EXPLOITATION	1 756 873	8 225	1 303	486	2 883	3	0	1 686	35	340
RESULTAT D'EXPLOITATION	-5 831	-14	-248	-94	995	-3	0	-139	-35	88
PRODUITS FINANCIERS	12 454				253		0	366		
CHARGES FINANCIERES	4 656	316		3		0	0	75	3	108
RESULTAT FINANCIER	7 798	-316		-3	253	0	0	291	-3	-108
RESULTAT COURANT	1 966	-330	-248	-96	1 247	-3	0	152	-38	-20
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 338		2							
CHARGES EXCEPTIONNELLES	9 679							13		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-7 341		2					-13		
Participations des salariés aux résultats (VII)										
Impôts sur les bénéfices (VIII)										
Total des produits (I + III + V)	1 765 834	8 211	1 056	392	4 130	0	0	1 913	0	428
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Quote-part dans les résultats des entités mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EXCEDENT OU DEFICIT	-5 375	-330	-246	-96	1 247	-3	0	138	-38	-20
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE										
RESSOURCES	13 609									
EMPLOIS	13 609									

CDR - EXTRAIT 2

En K€	SCI NISSAN	SCI SISMONDI	ASSOCIATION IMMO CROIX- ROUGE	CROIX-ROUGE INSERTION (Combi)	CRECHE LA MAISON DU PETIT ENFANT	"GROUPEMENT COOPERATION SANITAIRE ""HENRY	Elimination des comptes IG réciproques	Retraitements	COMBINÉS
Cotisations				1			0	0	646
Ventes de biens				3 958			0	0	33 846
Ventes de prestations de service	317	311		527			-98	0	249 276
Produits de tiers financeurs				22 206			0	0	1 351 629
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges				1 427			-40	0	57 194
Utilisations des fonds dédiés				301			0	0	74 480
Autres produits	3	0		395			-291	0	28 414
PRODUITS D'EXPLOITATION	321	311		28 816			-429	0	1 795 485
Achats de marchandises				887			0	0	2 023
Variation de stock				34			0	0	-1 607
Autres achats et charges externes	103	15		8 258			-13 332	-85	485 727
Aides financières				0			0	0	78 885
Impôts, taxes et versement assimilés	14	23		131			-75	0	8 014
Salaires et traitements				14 157			0	0	613 759
Charges sociales				3 140			0	0	335 819
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	227	140		629			0	84	54 280
Dotations aux provisions				1 723			0	0	49 038
Report en fonds dédiés				163			0	0	145 519
Autres charges	0	0		86			12 979	0	29 576
CHARGES D'EXPLOITATION	344	178		29 207			-429	-2	1 801 033
RESULTAT D'EXPLOITATION	-24	133		-392			0	2	-5 548
PRODUITS FINANCIERS				3			66	0	9 279
CHARGES FINANCIERES	156	86		75			66	70	5 614
RESULTAT FINANCIER	-156	-86		-72			0	-70	3 665
RESULTAT COURANT	-180	47		-463			0	-68	-1 883
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 733			316			0	0	8 389
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 693	2		594			0	-227	12 411
RESULTAT EXCEPTIONNEL	4 040	-2		-278			0	227	-4 022
Participations des salariés aux résultats (VII)									
Impôts sur les bénéfices (VIII)									
Total des produits (I + III + V)	6 054	311	29 135	0	-135 105	-134 742	0	-3 948	0
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Quote-part dans les résultats des entités mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EXCEDENT OU DEFICIT	3 860	45	0	-741	0		0	1 210	-4 853
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE							0	0	
RESSOURCES							0	0	13 609
EMPLOIS							0	0	13 609



LE DON EN CONFIANCE

Le Don en Confiance, organisme à but non lucratif ouvert à toutes les causes d'intérêt général, a été créé en 1989 par de grandes associations et fondations sociales et humanitaires avec la volonté de préserver et développer une relation de confiance avec leurs donateurs. Ayant fondé il y a près de trente ans une Charte de déontologie, il exerce la mission de contrôle de l'appel public à la générosité basé sur des principes de transparence, de recherche d'efficacité, de probité et désintéressement, et de respect des donateurs, personnes physiques ou morales.

Le Don en confiance rassemble près de 100 organisations labellisées dont la Croix-Rouge française.

Retrouvez toutes les informations sur

www.croix-rouge.fr

<https://intranet.croix-rouge.fr>

Croix-Rouge française

98, rue Didot - 75694 Paris Cedex 14

Tél. 01 44 43 11 00 - Fax 01 44 43 11 01

www.croix-rouge.fr



Croix-Rouge française

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, reconnue d'utilité publique

98, rue Didot

75014 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Forvis Mazars
45 rue Kléber
92300 Levallois-Perret
S.A. au capital de 8 320 000 €
784 824 153 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 201 424 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Croix-Rouge française

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, reconnue d'utilité publique

98, rue Didot

75014 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Croix-Rouge française relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- La conformité aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 du compte de résultat par origine et par destination (CROD) et du compte d'emploi annuel des ressources (CER), ainsi que le caractère approprié des modalités et hypothèses retenues pour leur élaboration, présentées dans le chapitre 5. « Compte d'Emploi annuel des Ressources » de l'annexe aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui

d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-la-Défense et Levallois-Perret, le 20 juin 2025

Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars

DocuSigned by:
Jean-Philippe Mathorez
D0509D5127C04BE...

Jean-Philippe MATHOREZ

Deloitte & Associés

DocuSigned by:
Jean-Claude Marty
1BD2485CBEA8402...

Jean-Claude MARTY

COMPTES SOCIAUX 2024

Croix-Rouge française
*Association
Reconnue d'Utilité Publique
98, rue Didot
75014 Paris*



Actif

En €	Notes	31/12/2024		31/12/2023	
		Brut	Amort. et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles	1	61 287 321	52 034 030	9 253 292	12 932 714
Frais d'établissement		445 298	377 548	67 750	93 558
Frais de recherche et de développement		85 726	76 071	9 655	11 960
Donations temporaires d'usufruit		100 000	6 192	93 808	93 808
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		59 132 604	51 574 218	7 558 385	8 440 395
Immobilisations incorporelles en cours		1 492 295		1 492 295	4 261 594
Avances et acomptes		31 399		31 399	31 399
Immobilisations corporelles	2	1 131 700 443	721 915 171	409 785 272	404 449 093
Terrains		32 647 575	6 195 487	26 452 088	26 119 082
Constructions		622 070 873	393 783 928	228 286 945	235 776 621
Installations techniques, matériel et outillage industriels		126 926 370	89 119 237	37 807 133	33 342 292
Autres immobilisations corporelles		317 957 973	232 321 381	85 636 592	81 956 978
Immobilisations corporelles en cours		31 431 818	495 138	30 936 680	26 816 926
Avances et acomptes		665 834		665 834	437 193
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	3	37 261 100	-22 907	37 284 007	9 787 571
Immobilisations financières	4	141 774 292	7 772 534	134 001 759	130 831 768
Participations et Créances rattachées		82 037 846	1 796 356	80 241 490	77 701 490
Autres titres immobilisés		17 228 884	480 515	16 748 370	16 996 042
Prêts		15 679 194	135 165	15 544 030	14 521 501
Autres		26 828 368	5 360 499	21 467 869	21 612 735
Total I		1 372 023 158	781 698 828	590 324 330	558 001 145
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours		4 871 538	229 681	4 641 856	2 982 076
Créances		385 067 140	23 472 435	361 594 705	387 762 071
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5	130 111 518	18 493 478	111 618 040	96 541 633
Créances reçues par legs ou donations	6	22 951 836		22 951 836	14 333 285
Autres	7	232 003 785	4 978 956	227 024 829	276 887 153
Valeurs mobilières de placement	8	256 654 808		256 654 808	253 065 677
Instruments de trésorerie				0	0
Disponibilités	8	124 964 446		124 964 446	103 491 102
Charges constatées d'avance	16	10 234 576		10 234 576	9 331 387
Total II		781 792 507	23 702 116	758 090 391	756 632 314
Frais d'émission des emprunts (III)				0	0
Primes de remboursement des emprunts (IV)				0	0
Ecart de conversion Actif (V)		221 390		221 390	301 099
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		2 154 037 055	805 400 944	1 348 636 111	1 314 934 558

Passif

Notes 31/12/2024 31/12/2023

En €

FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise		93 513 562	93 314 000
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires		93 513 562	93 314 000
Fonds propres avec droit de reprise		11 122 395	11 175 201
Fonds statutaires			
Fonds propres complémentaires		11 122 395	11 175 201
Ecart de réévaluation		2 182 257	2 182 257
Réserves		163 377 607	153 716 495
Dont réserves des activités SMS sous gestion contrôlée		126 253 863	116 658 606
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité			
Autres		163 377 607	153 716 495
Report à nouveau		40 009 394	54 171 331
Dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée		-50 421 120	-39 373 851
Report à nouveau en gestion propre		109 322 193	114 415 170
Report à nouveau en gestion contrôlée		-69 312 799	-60 243 839
Excédent ou déficit de l'exercice		-5 374 848	-3 153 344
dont résultat des activités SMS sous gestion contrôlée		4 143 732	-3 739 017
Situation nette (sous total)		304 830 366	311 405 940
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		77 624 131	81 280 369
Provisions règlementées		28 741 467	26 929 505
Total I	9	411 195 964	419 615 814
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs ou donations		50 255 188	20 685 874
Fonds dédiés		230 633 658	160 305 716
Total II	10	280 888 846	180 991 590
PROVISIONS			
Provisions pour risques		153 906 267	152 211 342
Provisions pour charges		4 393 382	3 381 009
Total III	11	158 299 649	155 592 351
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	12	95 449 962	107 649 580
Emprunts et dettes financières diverses	12	48 416 385	44 884 105
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		76 271 724	71 977 430
Dettes des legs ou donations	13	10 024 290	3 439 590
Dettes fiscales et sociales	14	173 494 390	170 841 352
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		6 451 259	5 639 409
Autres dettes	15	48 834 882	47 285 072
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	16	38 887 165	106 799 525
Total IV		497 830 057	558 516 064
Ecarts de conversion Passif (V)		421 595	218 739
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		1 348 636 111	1 314 934 558

(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques 32 059 7 460 676

Compte de résultat

Notes 31/12/2024 31/12/2023

En €

PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations		644 442	677 655
Ventes de biens et services	18	263 268 086	255 111 796
Ventes de biens		29 887 737	29 125 781
<i>dont ventes de dons en nature</i>		24 946 199	24 329 676
<i>dont ventes de biens relatives aux activités SMS</i>		15 636	15 931
Ventes de prestations de service		233 380 349	225 986 016
<i>dont parrainages</i>		710 666	448 214
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités SMS</i>		97 886 815	97 436 986
Produits de tiers financeurs		1 329 117 719	1 196 156 022
Concours publics et subventions d'exploitation	19	1 192 157 324	1 049 604 063
Concours publics		740 025 828	698 983 909
<i>dont concours publics relatifs aux activités SMS</i>		476 615 662	442 016 804
Subventions d'exploitation		452 131 496	350 620 154
<i>dont subventions d'exploitation relatives aux activités SMS</i>		18 766 049	16 811 226
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public		135 923 038	145 591 612
Dons manuels	20	107 336 843	107 864 857
Mécénats		11 884 999	19 536 293
Legs, donations et assurances-vie	21	16 701 196	18 190 462
Contributions financières		1 037 357	960 348
<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités SMS</i>			0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		55 790 807	45 777 455
Utilisations des fonds dédiés		74 178 274	146 103 419
Autres produits	22	28 042 427	22 511 443
Total I		1 751 041 755	1 666 337 790
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises		1 136 244	1 387 680
Variation de stock		-1 640 748	1 336 687
Autres achats et charges externes	23	479 733 733	463 173 161
Aides financières	24	78 885 145	122 818 061
Impôts, taxes et versement assimilés		7 334 646	5 381 455
Salaires et traitements		598 953 726	573 941 578
Charges sociales		332 428 198	319 918 392
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		50 878 161	48 225 002
Dotations aux provisions		47 306 775	36 261 562
Report en fonds dédiés		145 355 727	79 795 089
Autres charges		16 501 619	13 226 107
Total II		1 756 873 226	1 665 464 774
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-5 831 471	873 016

Compte de résultat (Suite)

Notes 31/12/2024 31/12/2023

En €

PRODUITS FINANCIERS		
De participation	3 863 720	3 120 680
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	98	
Autres intérêts et produits assimilés	8 010 857	5 110 124
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	231 432	3 827
Différences positives de change	347 696	62 166
Revenus et produits nets de cessions de VMP		
Total III	12 453 803	8 296 797
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	477 587	228 300
Intérêts et charges assimilées	4 015 290	4 227 376
Différences négatives de change	163 304	80 967
Charges nettes sur valeurs mobilières de placement		
Total IV	4 656 181	4 536 643
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	7 797 622	3 760 153
3. RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	1 966 151	4 633 169
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 967 916	-91 476
Sur opérations en capital	6 611 636	460 423
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-6 241 554	10 478 139
Total V	2 337 998	10 847 087
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	4 458 603	2 815 931
Sur opérations en capital	3 394 530	560 175
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 825 864	15 257 494
Total VI	9 678 997	18 633 600
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-7 340 999	-7 786 513
Participations des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 765 833 556	1 685 481 673
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 771 208 403	1 688 635 018
EXCEDENT OU DEFICIT	-5 374 848	-3 153 344
Part gestion propre	-3 408 527	12 010 950
Part gestion contrôlée	-1 966 321	-15 164 294

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Dons en nature alimentaires	10 314 515	17 422 295
Dons en nature vestimentaires	120 659	72 588
Dons en nature matériels	642 640	1 488 218
Prestations en nature	6 390 967	12 148 316
Mise à dispositions de locaux et matériels	5 776 219	7 232 775
Bénévolat	454 813 991	369 887 412
RESSOURCES	478 058 991	408 251 604
Secours en nature alimentaires	10 314 515	17 422 295
Secours en nature vestimentaires	120 659	72 588
Secours en nature matériels	642 640	1 488 218
Prestations gratuites	6 390 967	12 148 316
Mise à dispositions de locaux et matériels	5 776 219	7 232 775
Personnel bénévole	454 813 991	369 887 412
EMPLOIS	478 058 991	408 251 604

ANNEXE

1. Informations relatives à l'Association

La Croix-Rouge française est une association reconnue d'utilité publique par décret du 7 août 1940 validé par ordonnance du 27 avril 1945, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. La mission sociale développée par la Croix-Rouge française se décline en cinq secteurs d'activité :

- urgence et secourisme
- action sociale
- santé
- formation
- solidarité internationale

Sa mission s'exerce au moyen d'unités qui ne disposent pas de personnalité juridique propre et qui sont constituées :

- d'établissements dont elle assure l'exploitation et la gestion : structures sanitaires, sociales, médico-sociales et structures de formation initiale et continue, principalement financés par les fonds versés par l'assurance maladie, les autres régimes de protection sociale, l'Etat et les collectivités, dans le cadre des politiques sanitaires et sociales,
- de délégations et d'unités locales qui regroupent plus de 65.000 bénévoles menant des actions de proximité dans les domaines de l'action sociale, de l'urgence et du secourisme au niveau national et international, financées en premier lieu par la générosité du public, également par des subventions publiques, les produits des prestations vendues (postes de secours, formations aux gestes qui sauvent...) et les concours financiers des bailleurs de fonds pour l'action internationale,
- de fonctions supports et d'encadrement de l'action au niveau du siège.

Les comptes annuels sont représentatifs de 1 412 dossiers comptables dont 685 relatifs à des délégations ; les opérations inter-structures sont éliminées et les éventuelles plus ou moins-values internes à l'association Croix-Rouge française sont neutralisées.

Les comptes des structures suivantes n'ont pas été intégrés dans ceux de la Croix-Rouge française au 31 décembre 2024 car non obtenus dans les délais :

- délégation territoriale de Futuna.

L'impact financier de ces structures est négligeable.

Les comptes annuels sociaux de la Croix-Rouge française n'incluent ni les comptes des fonds de dotation ou associations contrôlées ni les comptes des SCI et SAS détenues par l'association Croix-Rouge française.

2. Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

Faits marquants de l'exercice :

- Augmentation des contributions volontaires en nature

Le total des contributions volontaires en nature a évolué de 408,2 M€ en 2023 à 478,1 M€ en 2024. Cette forte augmentation en 2024 concerne majoritairement le bénévolat pour +87,9 M€. Elle traduit le dynamisme du réseau, en premier lieu dans le secteur du textile et en second lieu dans l'implication de la Croix Rouge Française lors des Jeux Olympiques en 2024.

- Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) initié en 2023

Le PSE initié en 2023 sur CMPRE Bois Larris, CNFS Modane, CDS Villeneuve, CDS Meudon, CDS Haxo, CDS Boulogne, CDS Olympiades Paris 13, CDS Antony, a été élargi en 2024 aux structures Pech Blanc et Espace Baker. Les montants qui étaient provisionnés à hauteur de 17,966 M€ fin 2023, sont provisionnés à hauteur de 15,593 M€ à fin 2024 compte tenu des reprises de l'exercice.

- Application du Ségur pour tous

Les nouvelles dispositions du "Ségur pour tous" ont été appliquées aux salariés de la Croix Rouge à hauteur de 23,31 M€ avec un effet rétroactif au 1er janvier 2024, conformément aux dispositions légales.

- Baisse du coût de l'énergie

Le coût de l'énergie, après la forte hausse enregistrée en 2023 (44,4 M€ en 2023 contre 21 M€ en 2022) est revenu à hauteur de 28,3 M€ en 2024.

- Legs significatif

La Croix Rouge a reçu un legs important en 2024, il s'agit d'un legs composé de biens immobiliers pour 24,3 m€, d'avoirs bancaires pour 8,1 m€ ainsi que d'un passif successoral de 4,8 m€. Le montant net au 31 décembre est comptabilisé en fonds reportés sur legs pour 28 m€. Le compte 754 est neutralisé par un compte 689.

- Financement international avec un impact significatif sur les comptes

La CRF a signé une convention fin 2023 avec The Global Fund (Fonds Mondial) d'un montant total de +62 m€ pour la république Centre-Africaine couvrant la période 2024 - 2026, ce financement comprend la construction d'hôpitaux et le traitement de VIH. Cette convention a eu un impact significatif sur les comptes, notamment les fonds dédiés, pour 50 m€.

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice :

Néant.

3. Principes et méthodes comptables

La Croix-Rouge française, personne morale de droit privé à but non lucratif et gestionnaire d'ESSMS, établit ses comptes annuels, relatifs à l'ensemble de ses activités (activités hors ESSMS ; activités menées par les ESSMS), selon les règles hiérarchiques suivantes :

- le règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général ;
- le règlement ANC n° 2018-06 relatif à la comptabilité des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- le règlement ANC n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;

Les comptes de l'exercice 2024 ont été élaborés dans le respect des principes comptables, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels : principe de prudence, de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, d'indépendance des exercices, principes des coûts historiques.

3.1 Principes d'établissement des états financiers

Les comptes annuels de la Croix-Rouge française sont établis en euros au niveau du bilan, du compte de résultat et du Compte d'Emploi annuel des Ressources et en milliers d'euros pour le reste de l'annexe.

L'Association clôture ses comptes au 31 décembre 2024.

3.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties sur une durée maximale de 5 ans.

3.3 Immobilisations corporelles

- Valeur d'entrée

Conformément au règlement ANC n°2014-03, les immobilisations corporelles sont enregistrées :

- Au coût d'acquisition, pour les immobilisations acquises à titre onéreux.
Par dérogation, certains immeubles d'établissements sous gestion contrôlée ont antérieurement fait l'objet d'une revalorisation suite à des négociations menées avec leurs organismes financeurs justifiant l'existence d'écart de réévaluation figurant au passif à hauteur de 2 182 K€,
- A la valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit par voie de legs et de donations correspondant à la valeur qui aurait été acquittée dans des conditions normales de marché.
- Durées d'amortissement
- Durées d'amortissement des biens non décomposables :

Agencements et installations.....	5 à 10 ans
Matériels et outillages.....	10 ans
Matériels spécifiques de secourisme.....	3 ans
Matériels de transport.....	5 ans
Mobiliers et matériels de bureau.....	3 à 10 ans

Dans le cadre de la gestion des établissements sous contrôle des autorités de tarification, certaines immobilisations font l'objet d'un amortissement sur des durées définies par les autorités de tarification pouvant différer de celles

habituellement pratiquées. Par application des dispositions de l'avis n°2007-05 du Conseil National de la Comptabilité du 4 mai 2007, le différentiel d'amortissement est alors constaté pour compléter les dotations comptabilisées (application d'un amortissement dérogatoire ou différé).

- Durées d'amortissement des biens décomposables (constructions et aménagements) :

Les 4 composants identifiés ci-dessous font l'objet d'un amortissement en fonction de leur durée d'utilisation.

	Fondations, systèmes porteurs, remplissage	Couvertures, menuiseries extérieures	Cloisonnements, sols, peintures	Plomberie, électricité, VMC, systèmes de sécurité, ascenseurs, chauffage
Immeubles, appartements et locaux situés dans un immeuble				
jusque 1949 (dont châteaux)	80 ans	30 ans	10 ans	15 ans
1950 à aujourd'hui (dont extensions)	40 ans	30 ans	10 ans	15 ans
Maison, grande maison				
jusque 1949	80 ans	20 ans	20 ans	20 ans
1950 à aujourd'hui (dont extensions)	40 ans	20 ans	20 ans	20 ans
Entrepôts, hangars, garages	40 ans	20 ans		20 ans
Préfabriqués		20 ans	20 ans	15 ans

- Valeur d'inventaire

En cas d'identification d'un indice de perte de valeur (vente d'actif envisagée, potentiel de service réduit...), une analyse est effectuée afin d'estimer la valeur recouvrable de l'actif selon différentes méthodes (flux prévisionnels, données comparables, évaluation d'expert etc.). Dans le cas où la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée pour la différence.

3.4 Immobilisations financières

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable des titres. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net de clôture, les perspectives d'avenir et la valeur d'utilité pour la Croix-Rouge française.

Les autres immobilisations financières sont dépréciées en cas de risque d'irrecouvrabilité.

Voir note n°4 sur les immobilisations financières.

3.5 Stocks

Ils sont valorisés selon la méthode PEPS « premier entré, premier sorti » et dépréciés en cas de rotation lente ou de péremption.

3.6 Créances

Les créances correspondent aux prestations en attente de paiement fournies par l'unité à ses usagers, prises en charge par les usagers eux-mêmes ou par divers organismes (CPAM, mutuelle...).

Les créances présentant un risque de non recouvrement sont dépréciées en fonction de leur ancienneté.

Les montants des dépréciations sont ajustés en fonction des risques les plus probables à la date d'établissement des comptes.

3.7 Placements de trésorerie

Ils sont valorisés à la valeur historique et font l'objet d'une dépréciation si leur valeur liquidative au 31 décembre est inférieure à la valeur comptabilisée lors de leur acquisition.

3.8 Fonds propres

Les fonds propres sont composés :

- Des fonds propres sans droit de reprise qui sont des fonds qui ne peuvent être repris par les apporteurs ;
- Des legs et donations sans droit de reprise qui sont des réserves représentatives d'immeubles, obtenus par voie de legs et de donations utilisés par l'Association ;
- Des apports réputés « avec droit de reprise » qui sont susceptibles de reprise notamment dans le secteur sanitaire et médico-social ;
- Des legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis de droit de reprise par le testateur ou le donateur ;
- Des écarts de réévaluation
- Des réserves règlementées qui sont issues de l'application de décisions d'affectation attribuées par les autorités de tarification ;
- Des reports à nouveaux qui traduisent la gestion propre des activités de certains établissements de la Croix-Rouge française (instituts de formation, crèches...), des délégations et de l'activité internationale ainsi que les fonctions d'encadrement et de soutien du siège ;
- Des résultats issus des établissements sous gestion contrôlée en instance d'affectation.
- Des subventions d'investissement.
- Des provisions règlementées qui sont constituées en application de la réglementation comptable médico-sociale et autorisées par les règlements ANC 2019-04 du 8 novembre 2019 et ANC 2014-03 du 5 juin 2014.

Il est maintenant clairement précisé dans le règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019 que certains comptes de fonds propres sont restituables aux autorités de tarification en cas de fermeture (ou transfert) d'un ESSMS. Il s'agit du résultat, du report à nouveau (comptes 115) et des réserves (comptes 1068).

De ce fait ces fonds doivent faire l'objet d'une distinction comptable et notamment dans la présentation du bilan, ils apparaissent dans une ligne spécifique.

■ Provisions règlementées

Selon le règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019, les dotations et reprises de provision règlementées sont comptabilisées en exceptionnel.

Dans les comptes de la Croix-Rouge française, les flux de certaines provisions règlementées sont transférées du cycle exceptionnel vers le cycle exploitation afin d'être en adéquation en terme de présentation avec les crédits non reductibles les finançant.

En effet, les autorités de tarification peuvent être amenées à attribuer, au titre des dotations globales ou de tarification, des fonds destinés à financer des acquisitions d'immobilisations ou des charges d'exploitation à venir. Ces dotations complémentaires, bien qu'ayant un caractère de crédit non reductible (CNR), sont enregistrées en exploitation.

Les provisions règlementées concernées correspondent aux provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations (compte 142) qui subsistent dans la filière sanitaire.

■ Subventions d'investissement

La Croix-Rouge française reçoit des subventions d'investissement inscrites au passif et reprises au compte du résultat selon le rythme d'amortissement du bien financé.

Les quotes-parts de subventions d'investissement reprises au compte de résultat sont comptabilisées en produits d'exploitation par dérogation aux règles comptables qui prévoient un classement dans le résultat exceptionnel, ceci afin d'avoir une cohérence de classement entre la quote-part de subvention d'investissement reprise et la charge de dotation aux amortissements.

3.9 Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement ANC n°2014-03, des provisions pour risques et charges sont constatées lorsque l'Association a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers et ce, sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

- Provision pour risque de reversement

Dès l'instant où une convention relative à un financement (subvention par exemple) précise un risque potentiel de reversement dans le cas où la totalité des fonds ne serait pas utilisée, une provision pour risque est dotée en fin d'exercice après analyse.

- Provision pour indemnités de départ à la retraite

Le personnel de la Croix Rouge Française perçoit une indemnité de départ en retraite définie par la Convention Collective du personnel salarié de la Croix-Rouge française.

Ce régime crée une obligation de l'employeur vis-à-vis de ses salariés.

L'engagement est calculé, par un actuair indépendant, selon la méthode des unités de crédits projetées. Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

	2024	2023
Taux d'actualisation	3,40%*	3,20%*
Progression des salaires (selon données historiques des 3 dernières années)		
Cadres	2,50%	2,60%
Non cadres	2,50%	2,60%
Âges théoriques de départ (selon l'âge et le statut du salarié)	Age taux plein en prenant en compte la réforme des retraites	Age taux plein en prenant en compte la réforme des retraites
Taux de mobilité (selon l'âge et le statut du salarié)	entre 0 et 24,00%	entre 0 et 24,00%
Tables de mortalité	INSEE 2016-2018	INSEE 2016-2018
Taux moyen de charges sociales	52,84%**	52,72%**

(*) Taux déterminé par rapport au taux d'émission des obligations en euros du secteur privé de grande qualité pour une durée équivalente à celle des engagements.

(**) Il s'agit du taux moyen de la Croix-Rouge française, cependant le taux de charges patronales est transmis pour chaque individu

La Croix-Rouge française applique la méthode préférentielle en comptabilisant une provision au titre de cet engagement.

Depuis l'exercice 2014, suite à la recommandation n°2013-R.02 de l'Autorité des Normes Comptables, la Croix-Rouge française applique la méthode dite du «Corridor» conduisant à amortir la part des pertes et gains actuariels qui dépasse 10 % de la valeur des engagements, par le compte de résultat, sur la durée résiduelle moyenne probable de vie active des salariés.

Selon la recommandation ANC n°2013-02, seuls les motifs de démissions devraient être retenus pour la détermination des taux de rotation du personnel, et non les licenciements et les ruptures conventionnelles. En plus des démissions, la Croix-Rouge française inclut les motifs de licenciements pour faute grave.

3.10 Reconnaissance des produits

Les Cotisations des membres sont enregistrées à l'encaissement.

Les dons reçus et datés de l'exercice sont rattachés à ce même exercice même s'ils sont réellement encaissés dans les jours suivants la fin de cet exercice.

La Croix-Rouge française considère que les dons collectés suite à des appels à dons par voie de publipostages (dits mailings) sont non affectés car utilisables pour ses missions prioritaires, ceci sauf s'ils font suite à des opérations d'urgence ou à des événements exceptionnels. Dans ces cas particuliers ou s'ils sont affectés par les donateurs, les fonds non utilisés dans la période font l'objet de comptabilisation en fonds dédiés.

Le mécanisme de la garantie de financement n'est plus applicable suite à la mise en place de la SMA en 2023. La garantie de financement désormais intitulée « Sécurisation Modulée à l'Activité » (SMA) ne couvre que 70% des recettes au lieu de 100% depuis 2022.

Conformément au règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019, les subventions de fonctionnement sont inscrites en produits lors de la réception de la notification d'attribution.

Lorsque les fonds accordés pour plusieurs exercices sont répartis en fonction de périodes ou d'étapes d'attribution définies dans la convention, la partie de produits rattachée à des exercices futurs est inscrite en produits constatés d'avance.

Lorsque les fonds ont été affectés à un projet défini par un financeur et n'ont pas pu être utilisés en totalité au cours de l'exercice, l'engagement d'emploi pris envers le tiers financeur est inscrit au passif en « Fonds Dédiés » et fera l'objet d'une reprise ultérieure au fur et à mesure de la réalisation des dépenses.

La diversité des activités de la Croix-Rouge française, son organisation par filière, avec pour chacune d'entre elles, des spécificités réglementaires, de codification des actes, de débiteurs institutionnels ou non à facturer ont conduit à l'utilisation d'« outils métiers » spécialisés dans la gestion administrative et comptable des filières en question.

Ceux-ci sont régulièrement mis à jour par les éditeurs afin de prendre en compte les dernières évolutions nécessaires en termes de codification ou de tarif par exemple.

Ces outils ont pour principales fonctions de permettre l'enregistrement des données administratives du bénéficiaire / patient / usager, de procéder à la facturation en prenant en compte les éventuelles données du séjour et de mettre à jour les comptes « clients » (comptabilisation des factures, des encaissements, possibilité d'obtenir une balance âgée, base des relances « clients », ...)

Les données en provenance de ces « outils métiers » sont interfacées mensuellement dans CEGID XRP (logiciel comptable de la Croix Rouge française) :

- Dans un premier temps, les données sont stockées dans un SAS permettant un premier contrôle de cohérence et de format
- Dans un second temps, un cadrage entre ce qui est exporté de l'« outil métier » et importé dans CEGID XRP est réalisé à fréquence mensuelle.

Les fonds reçus des entreprises privées, qu'ils soient destinés à de l'exploitation ou à de l'investissement, sont des mécénats enregistrés dans le compte « Mécénats issus d'entreprises privées » et non pas des subventions. Ils peuvent, si la convention d'attribution fait bien mention d'un projet défini, être comptabilisés en fonds dédiés (Compte 195). Dans des cas spécifiques ces fonds peuvent également constituer du mécénat.

Les abandons de frais matérialisés de façon expresse par les bénévoles sur leurs notes de frais sont comptabilisés dans le compte « Abandons de frais par les bénévoles » (ANC. régit 2018-06. Art. 320.2) avec pour contrepartie un compte de tiers dans lequel a été constatée la contrepartie des charges par nature. Cette règle comptable spécifique est une exception au principe de comptabilisation des contributions volontaires en nature en compte de classe 8.

3.11 Fonds Reportés et Dédiés

- Les fonds reportés

Il s'agit des produits de legs et donations non encore réalisés (encaissés) à la clôture de l'exercice.

- Les fonds dédiés

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées à des projets définis et non encore utilisées conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs, sont portées en fin d'exercice au passif du bilan au poste de « Fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés :

- en charges dans le poste « Report en fonds dédiés », les dons et legs reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture,
- en produits dans le poste « Utilisation des fonds dédiés », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont encourues.

Une procédure précise les modalités de réaffectation des reliquats de fonds dédiés issus de la générosité du public dans le cas où la cause est épuisée (décision du Conseil d'administration du 8 octobre 2008 modifiée par le Conseil d'administration du 13 octobre 2010).

Le règlement ANC 2018-06 permet d'étendre l'utilisation du mécanisme des fonds dédiés aux ressources reçues pour le financement des immobilisations affectées à un projet défini. Dans ce cas, la reprise des fonds dédiés s'effectue au même rythme que celui retenu pour l'amortissement de l'immobilisation. La Croix-Rouge française a opté pour ce traitement, il est donc appliqué à l'ensemble des ressources reçues pour le financement d'immobilisation depuis le 1^{er} janvier 2020.

3.12 Résultat exceptionnel

Il inclut des éléments non courants.

3.13 Traitement des contributions volontaires en nature

- Les contributions volontaires en travail

Valorisation des heures de bénévolat :

> Méthodes de recensement

Le recensement des heures passées par les bénévoles repose sur deux sources d'informations :

> Par l'analyse des données des systèmes d'information bénévoles grâce au suivi réalisé au sein d'applications informatiques (PEGASS, DPS, Base Contact, Bilans) qui permettent le recensement et la visualisation de l'ensemble des activités bénévoles.

> Par le suivi et les données des salariés du siège et en délégation grâce au suivi réalisé au siège en lien avec les chargés de mission en délégation, des activités bénévoles et des dispositifs de la Croix-Rouge française.

> Quantification des heures

La quantification des heures a été réalisée sur des données réelles lorsqu'elle a été possible.

Lorsque les données exhaustives n'ont pas été disponibles il a été mis en place une approche pragmatique par la modélisation des activités, menée dans plusieurs situations :

> Concernant les **activités d'action sociale**, la détermination des heures est réalisée suite à un recensement par les salariés du siège et en délégation, soit du nombre exact de dispositifs, soit du nombre exact de bénévoles engagés dans l'activité.

> Concernant les **activités de gouvernance**, l'identification des actions du groupe d'actions Soutien aux activités est réalisée par les salariés du siège de la Croix-Rouge française suite à un recensement des divers organes de gouvernance et en appliquant par la suite, d'une part les dispositions statutaires et réglementaires de la Croix-Rouge française, fixant le nombre de participants ou de membres d'un organe ainsi que le nombre de réunions, leur durée, et d'autre part un taux de participation dont l'estimation est comprise entre 75% et 100%. Les temps de préparation en amont et en aval des réunions sont également estimés et pris en compte.

> Concernant les **activités d'encadrement** et les **activités de secourisme**, les recensements exhaustifs des actions de formation et des actions de secourisme, respectivement par les applications BASE CONTACTS et DPS, permettent une extrapolation fiabilisée du nombre d'heures de bénévolat.

> Valorisation des heures recensées

Le taux horaire appliqué repose sur l'évolution du salaire moyen brut en France constaté par l'INSEE. Un taux de charges sociales moyen est appliqué à ce montant pour aboutir à un salaire chargé.

Valorisation des mécénats de compétences :

Les mécénats de compétences sont justifiés par une convention signée avec l'organisme qui met à disposition le personnel.

La comptabilisation est la même pour les heures de bénévolat et le mécénat de compétences.

Débit 864 Personnel bénévole

Crédit 874 Bénévolats

- Les contributions volontaires en mise à disposition

Valorisation des mises à disposition de locaux (y compris les prêts à usage ou commodats) :

Les mises à disposition de locaux sont documentées par une convention avec indication de la valeur locative. A défaut de convention ou d'indication de la valeur locative, la valorisation est déterminée via les relevés de taxe foncière ou d'habitation. Et en dernier recours via une analyse de la valeur locative du marché local.

Comptabilisation :

Débit 863 Mise à disposition de locaux et matériels charges

Crédit 873 Mise à disposition de locaux et matériels produits

Valorisation des fournitures de services :

Les fournitures de services à titre gratuit font l'objet d'un écrit de la société qui fournit le service avec une valorisation (inscription dans la convention, facture avec un net à payer nul, ...)

Comptabilisation :

Débit 862 Prestations gratuites

Crédit 872 Prestations en nature

- Les contributions volontaires en biens

Les biens destinés à être cédés :

Ces biens ne figurent pas dans les contributions volontaires en nature.

Les dons en nature d'une valeur significative et qu'il est possible d'inventorier, sont mentionnés dans l'annexe dans les engagements reçus.

Lors de la réalisation de la vente, l'engagement reçu est soldé et la vente comptabilisée en produits « Ventes de dons en nature ».

Les biens destinés à être conservés par l'association pour mener ses activités :

Ces biens font l'objet d'un écrit de la société qui les fournit avec une valorisation (facture avec un net à payer nul, ...).

Si le bien destiné à être conservé est une immobilisation, il devra être enregistré en immobilisation (et non pas en contribution volontaire) avec une contrepartie en fonds propres.

3.14 Traitement des legs, donations et assurances vies

Selon le règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 le fait générateur permettant d'enregistrer :

- les donations, est la date de signature de l'acte de donation
- les legs, est la date d'acceptation du legs par le Conseil d'Administration ou Bureau National de la Croix-Rouge française
- les assurances vies, est la date de réception des fonds.

Les biens provenant de legs ou donations sont comptabilisés :

- ✓ dans le compte « Créances reçues par legs ou donation » pour les espèces, actifs bancaires, actifs financiers (titres, actions, ...) jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres
- ✓ dans le compte « Biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés à être cédés
- ✓ dans les comptes d'actif par nature pour les biens autres visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservé sur décision du Conseil d'Administration

Les biens transmis peuvent être grevés de dettes qui sont à enregistrer dans le compte « Dette des legs ou donations ».

La contrepartie de la comptabilisation des biens, des dettes et des provisions provenant de legs ou de donations est enregistrée en produit « Ressources liées à la générosité du public » sauf lorsque le testateur ou donateur décide que son legs ou don est destiné à renforcer les fonds propres. L'enregistrement se fera alors en fonds propres sans droit de reprise « Legs et donations ».

Les produits non encore réalisés (encaissés) à la clôture de l'exercice doivent être « neutralisés » par l'utilisation d'un compte « Fonds reportés sur legs ou donations ».

3.15 Méthodologie d'élaboration du Compte d'Emploi annuel des Ressources (CER) et du Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)

Conformément à l'article 4 de la loi n°91.772 du 7 août 1991 modifié par l'ordonnance 2015-904 du 23 juillet 2015 le Compte d'Emploi des Ressources est établi en adéquation avec les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Selon l'article 431.4 de l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 :

Les associations et fondations relevant des articles 3 et 4 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991 et les fonds de dotation qui font appel à la générosité du public relevant de §2 du VI de l'article 140 de la loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie incluent dans l'annexe de leurs comptes annuels une sous-section 4 qui comporte les états suivants :

- *un compte de résultat par origine et destination défini à l'article 432-2 ;*
- *un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public conformément à la loi n° 91-772 du 7 août 1991 défini à l'article 432-17 ;*
- *les informations nécessaires à leur bonne compréhension.*

La méthodologie d'élaboration du CER et du CROD est présentée dans la partie 5.

3.16 Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger (EAR)

Le règlement N° 2022-04 du 30 juin 2022, modifie le règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. La conséquence de son application est la présentation de l'état des avantages et ressources en provenance de l'étranger.

4. Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

Note N°1 : Immobilisations incorporelles

DONATION TEMPORAIRE D'USUFRUIT

En K€	Nature	Date d'inscription à l'actif	Durée	Valeur au 31/12/2024
Part de la SCI Pierval	Part de SCI	09/09/2020	5 ans	100
TOTAL				100

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES

En K€	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Frais d'établissement	445		0	0	445
Frais de recherche et de développement	86		0	0	86
Donations temporaires d'usufruit	100		0	0	100
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	56 991	1 130	-168	1 180	59 133
Immobilisations incorporelles en cours	4 262	700	-2 307	-1 162	1 492
Avances et acomptes	31		0	0	31
TOTAL	61 915	1 830	-2 475	18	61 287

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS

En K€	31/12/2023	Dotations	Reprises/ Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Frais d'établissement	352	26	0	0	378
Frais de recherche et de développement	74	2	0	0	76
Donations temporaires d'usufruit	6	0		0	6
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	48 551	3 186	-163	0	51 574
Immobilisations incorporelles en cours		0	0	0	
Avances et acomptes		0	0	0	
TOTAL	48 983	3 214	-163	0	52 034

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES

En K€	31/12/2023	31/12/2024
Frais d'établissement	94	68
Frais de recherche et de développement	12	10
Donations temporaires d'usufruit	94	94
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	8 440	7 558
Immobilisations incorporelles en cours	4 262	1 492
Avances et acomptes	31	31
TOTAL	12 933	9 253

Note N°2 : Immobilisations corporelles

ACTIFS INALIÉNABLES

En K€	Nature	Date d'inscription à l'actif	Durée d'inaliénabilité	Valeur nette comptable au 31/12/2024
75014 PARIS - 9 rue Sophie Germain	Appartement	01/01/2002	30 ans	53
83110 SANARY SUR MER - Immeuble La Licorne 55 impasse Henry Dunant	Appartement	01/01/2002	30 ans	14
92120 MONTROUGE - 1 rue Arthur Auger	Appartement	01/01/2002	30 ans	27
TOTAL				94

La Croix-Rouge française détient quelques biens reçus par legs assortis d'une obligation de conservation de 30 ans maximum.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES - VALEURS BRUTES

En K€	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Terrains	31 964	787	-35	-68	32 648
Constructions	616 156	7 312	-3 889	2 492	622 071
Installations techniques, matériel et outillage industriels	116 157	12 267	-1 893	396	126 926
Autres immobilisations corporelles	297 598	25 644	-6 107	822	317 957
Immobilisations corporelles en cours	27 208	7 919	-60	-3 636	31 432
Immobilisations grévées de droit		0	0	0	
Avances et acomptes	437	311	0	-83	666
TOTAL	1 089 520	54 240	-11 984	-78	1 131 699

IMMOBILISATIONS CORPORELLES - AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS

En K€	31/12/2023	Dotations	Reprises/ Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Terrains	5 844	385	-32	-1	6 195
Constructions	380 380	17 010	-3 606	0	393 784
Installations techniques, matériel et outillage industriels	82 815	8 125	-1 812	-8	89 119
Autres immobilisations corporelles	215 641	22 145	-5 474	10	232 321
Immobilisations corporelles en cours	392	104	0	0	495
Amort. Immobilisations grévées de droit					
Avances et acomptes		0	0	0	
TOTAL	685 071	47 768	-10 925	0	721 915

IMMOBILISATIONS CORPORELLES - VALEURS NETTES

En K€	31/12/2023	31/12/2024
Terrains	26 119	26 452
Constructions	235 777	228 287
Installations techniques, matériel et outillage industriels	33 342	37 807
Autres immobilisations corporelles	81 957	85 635
Immobilisations corporelles en cours	26 817	30 937
Immobilisations grévées de droit	0	0
Avances et acomptes	437	666
TOTAL	404 449	409 784

Note N°3 : Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

BIENS REÇUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS

En K€	31/12/2023	Augmentation /Dotations	Diminution/R eprises	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	9 803	30 882	-3 424	0	37 261
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés Dép.	15	0	-38	0	-23
TOTAL	9 788	30 882	-3 386	0	37 284

Note N°4 : Immobilisations financières

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES - VALEURS BRUTES

En K€	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Participations et Créances rattachées	79 498	2 540	0	0	82 038
Titres de participations	79 160	2 540	0	0	81 700
Créances rattachées à des participations	338	0	0	0	338
Autres titres immobilisés	17 227	2	0	0	17 229
Prêts	14 660	1 088	-87	18	15 679
Prêts à Action Logement	14 474	1 026	0	0	15 500
Autres prêts	186	62	-87	18	179
Autres	27 386	3 966	-4 524	0	26 828
Dépôts Compte Epargne Temps	13 176	2 912	-2 909	0	13 180
Créances de passage en dotation globale	5 735	150	-563	0	5 322
Autres immo. financières	8 475	903	-1 052	0	8 326
TOTAL	138 771	7 595	-4 610	18	141 774

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES - DÉPRÉCIATIONS

En K€	31/12/2023	Dotations	Reprises/ Diminutions	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Participations et Créances rattachées	1 796	0	0	0	1 796
Titres de participations	1 796	0	0	0	1 796
Créances rattachées à des participations		0	0	0	
Autres titres immobilisés	231	478	-228	0	481
Prêts	138	0	-3	0	135
Prêts à Action Logement	0	0	0	0	0
Autres prêts	138	0	-3	0	135
Autres	5 774	150	-563	0	5 360
Dépôts Compte Epargne Temps	13	0	0	0	13
Créances de passage en dotation globale	5 735	150	-563	0	5 322
Autres immo. financières	26	0	0	0	26
TOTAL	7 940	627	-794	0	7 773

Tableau des participations

		Pourcentage détention	Valeur comptable des titres			Créances rattachées	Compte courant
			brut	depr.	net		
GCS Henry Dunant	(a)	50.00%	0	0	0		0
SAS Campus Croix Rouge	(b)	80.00%	80	80	0		0
SAS Croix-Rouge Nexem Innovation	(c)	60.00%	500		500		0
SAS Croix-Rouge Santé Secours	(d)	100.00%	5	5	0		0
SCI Broussais La Charité	(e)	0.001%	10		10		0
SCI Henry Dunant	(f)	99.99%	10	10	0		0
SCI Les Peupliers	(g)	99.99%	30 889		30 889		0
SCI Foncière CRf	(h)	39.00%	43 895		43 895		0
SCI Nissan	(i)	99.99%	1 766	1 567	200		0
SCI Sismondi	(j)	55.00%	303	0	303	0	0
SCI Saint Martin	(k)	50.10%	1		1		496
SCI Des Tabellions	(l)	99.90%	388	135	253		0
TOTAL			77 847	1 796	76 050	0	496

(a) Le Groupement de Coopération Sanitaire Henry Dunant créé le 6 décembre 2012 est chargé de constituer des équipes médicales communes avec le centre hospitalier de Bayeux. Le pourcentage de détention de la Croix-Rouge française dans cette structure est de 50%. Le Groupement de Coopération Sanitaire Henry Dunant a été dissoute le 31 octobre 2022.

(b) La SAS Campus Croix Rouge a été constituée en 2018 (immatriculation au RCS le 18/04/2018) dans le cadre du déménagement des Services Centraux de la Croix Rouge Française à Montrouge.

Son capital est détenu à hauteur de 80% par l'ARUP Croix Rouge Française et de 20% par Asso Immo Croix Rouge.

Elle porte le bail du site de Montrouge ainsi que les investissements.

Les locaux sont sous loués par la SAS aux différents occupants du site à savoir, l'Association Reconnue d'Utilité Publique Croix Rouge Française, Croix Rouge Insertion, la Fondation Reconnue d'Utilité Publique Croix Rouge et la SAS Croix Rouge - NEXEM Innovation.

Par ailleurs des conventions de prestations de services ont également été mises en place afin de répartir les charges inhérentes au fonctionnement des activités.

- (c) La SAS Croix-Rouge Innovation a été créée le 15/01/2019.

L'accélérateur d'Innovation Sociale de la Croix Rouge française est désormais porté par la SAS Croix Rouge - NEXEM Innovation. Ce changement de dénomination intervient suite à l'entrée en capital de NEXEM à hauteur de 40% des actions de la société sachant que le capital social de la SAS a été augmenté, en juillet 2020, par l'émission de 3 333 actions d'une valeur unitaire de 100€.

L'ARUP Croix Rouge Française détient 60% du capital.

L'objet social de la SAS est d'identifier, expertiser, accompagner et soutenir tout projet innovant dans le secteur de l'économie sociale et solidaire et ce, directement ou indirectement tant en France qu'à l'étranger.

- (d) La SAS Croix-Rouge Santé Secours a été créée le 9 février 2021 et est détenue à 100 % par l'association Croix-Rouge française. Elle a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger, d'identifier, expertiser, réaliser et soutenir toute action dans le domaine du secours et de la santé.

- (e) La SCI Broussais La Charité a été créée le 10 mars 2004 et est détenue à 0,001% par l'association Croix-Rouge française et à 99,999% par l'association Immo Croix-Rouge. Elle détient l'immeuble de la rue Didot à Paris (14^{ème}), siège de la Croix-Rouge française.

- (f) La SCI Henry Dunant a été créée le 4 octobre 2019 et est détenue à 99,999% par l'association Croix-Rouge française et à 0,001% par l'association Immo Croix-Rouge. Son objet social est l'acquisition et la gestion d'immeubles.

- (g) La SCI Les Peupliers a été créée le 2 juin 2006 et est détenue à 99,999% par l'association Croix-Rouge française et à 0,001% par l'association Immo Croix-Rouge. Son objet social est l'acquisition et la gestion d'immeubles. La SCI Les Peupliers a vu son capital augmenter de 11 242 K€ en 2021, en rémunération de l'apport de l'immobilier du centre de radiothérapie de Toulon.

- (h) Dans le cadre de l'opération "foncière", la SCI Les Massues (acquise le 17 décembre 2009) est devenue SCI Foncière CRf suite à l'entrée au capital du 1er investisseur externe en décembre 2020.

Cette SCI Foncière conserve les actifs de la SCI Les Massues auxquels s'ajoutent les actifs immobiliers d'autres établissements de la filière Sanitaire : Bel Air, Bois Guillaume, Margency, Richelieu et Saint Alban ; les actifs immobiliers de ces établissements ont été transférés de l'ARUP vers la SCI.

Des baux ont été signés entre cette SCI et les établissements concernés.

Au 31/12/2024, la Croix-Rouge française détient 39% des parts, les 61% restant l'étant par COFINIMMO, MONCEAU INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS, MUTUELLE DE REASSURANCE, ARCADE VYV et ASSO IMMO CRF.

- (i) L'intégralité des parts de la SCI Nissan a été acquise en 2013 et est détenue à 99,999% par l'association Croix-Rouge française et à 0,001% par l'association Immo Croix-Rouge. Cette société porte l'ensemble immobilier de l'EHPAD Louis Fonoll.

- (j) La SCI Sismondi a été créée le 22 juillet 2010. Elle est détenue à 55% par l'association Croix-Rouge française, à 45% par la Caisse des Dépôts et Consignations, la Croix-Rouge française ayant racheté en 2020 les 10% de parts détenues par la Mutualité de la Haute-Vienne. Elle détient l'immeuble destiné à l'exploitation d'un institut de formation sanitaire et sociale situé à Limoges.

- (k) La SCI Saint Martin est détenue à hauteur de 50,10% par la Croix-Rouge française. Cette société porte le bâtiment utilisé par l'institut de formation Saint Martin.
- (l) La SCI des Tabellions est entrée dans le patrimoine de la Croix Rouge française par l'intermédiaire d'une donation entre vifs concrétisée par un acte notarial en date du 28/12/2018. De ce fait la SCI des Tabellions était détenue à 100% par l'association Croix-Rouge française. L'unicité d'associé au sein d'une SCI n'étant pas permise, une régularisation a eu lieu en 2020.
La SCI des Tabellions est désormais détenue à 99,999% par l'association Croix-Rouge française et à 0,001% par l'association Immo Croix-Rouge,
Le bien géré par la SCI se situe à Joué Les Tours.
L'utilisation de ce site n'a pas encore été décidée.

Principales données relatives aux participations

	Actif immobilisé	Endettement financier net	Capital	Résultat	Autres réserves
GCS Henry Dunant	0	0		0	0
SAS Campus Croix Rouge	327	4 285	100	-330	-3 010
SAS Croix-Rouge Nexem Innovation	88	-282	833	-246	11
SAS Croix-Rouge Santé Secours	31	-22	5	-96	-71
SCI Broussais La Charité	23 089	558	48 216	1 247	-15 709
SCI Henry Dunant	0	5	10	-3	-14
SCI Les Peupliers	34 957	-28	30 889	138	1 081
SCI Foncière CRF	155 450	-6 908	2 798	2 695	84 436
SCI Nissan	0	-3 217	1	3 860	-969
SCI Sismondi	1 964	212	550	45	-214
SCI Saint Martin	1 911	445	1	-20	849
SCI Des Tabellions	297	120	78	-38	132

Note N°5 : Créances clients

CRÉANCES CLIENTS

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés	130 112	114 944
Usagers, clients et comptes rattachés Dép.	18 493	18 402
Créances clients nettes	111 618	96 542

Les créances clients de 130 112 K€ sont composées de soldes débiteurs pour 134 637 K€ et de soldes créditeurs pour 4 525 K€.

Note N°6 : Créances reçues par legs ou donations

CRÉANCES LEGS

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Créances reçues par legs ou donations	22 952	14 333
Créances reçues par legs ou donations Dép.		
TOTAL	22 952	14 333

Le compte « Créances reçues par legs ou donations » recense les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts/actions d'OPCVM et assimilés, en attente de réception des fonds ou de transfert des titres.

Note N°7 : Autres créances

DÉTAIL DES AUTRES CRÉANCES

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Avances et acomptes sur commandes	8 605	14 363
Personnel et comptes rattachés	3 849	3 301
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 486	7 189
Etat et autres collectivités publiques	181 099	223 977
Comptes courants	-8 125	-3 764
Produits à recevoir	24 087	15 886
Débiteurs divers	14 003	21 092
TOTAL	232 004	282 045

* Dont Créances sur Fonds dédiés à encaisser :
114,47M€ en 2024 et 140,94M€ en 2023

Le total des autres créances 232 004 K€ est composé de soldes débiteurs pour 243 313 K€ et de soldes créditeurs pour 11 309 K€.

DÉTAIL DES AUTRES CRÉANCES - PROVISIONS

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Avances et acomptes sur commandes		
Personnel et comptes rattachés	22	20
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 196	4 291
Etat et autres collectivités publiques	209	361
Comptes courants	97	97
Produits à recevoir		
Débiteurs divers	456	390
TOTAL	4 979	5 158

Note N°8 : Trésorerie

TRÉSORERIE

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Placements de trésorerie :		
Valeur brute	256 655	253 066
Provision pour dépréciation		
Placements de trésorerie nets de provisions	256 655	253 066
Disponibilités	124 964	103 491
Trésorerie active	381 619	356 557
Concours bancaires et soldes créditeurs de banques	32	7 461
Trésorerie passive	32	7 461
TRESORERIE NETTE	381 587	349 096

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

En K€	MONTANT
OPÉRATIONS LIÉES A L'ACTIVITÉ	
Résultat Net	-5 375
+ Dotations nettes aux amortissements et provisions	56 068
+ Report en fonds reportés et fonds dédiés	184 318
- Utilisation des fonds reportés et fonds dédiés	-83 571
- Plus et moins values de cessions d'actifs	-3 697
- Quote part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	-8 129
- Quote part dans les résultats des entités mises en équivalence	0
+ Autres éléments	0
Capacité d'autofinancement	139 614
- Variation des stocks	-1 657
- Variation des créances	25 492
- Variation des comptes de régularisation actif	-903
+ Variation des dettes	14 119
+ Variation des comptes de régularisation passif	-67 912
Variation du besoin en fonds de roulement	-30 862
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	108 752
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-1 830
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-85 123
Acquisitions d'immobilisations financières	-7 549
Investissements	-94 501
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	10 516
Cessions/remboursement d'immobilisations financières	4 546
Cessions d'immobilisations	15 062
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-79 439
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	
Variation nette des réserves	0
Augmentation nette des legs et donations	147
Augmentation nette des subventions d'investissement non amortissables	0
Variation nette du report à nouveau	0
Dividendes	0
Augmentation nette des fonds propres	147
Augmentation nette des apports ou legs avec droit de reprise	0
Augmentation nette des résultats sous contrôle de tiers financeurs	0
Augmentation nette des subventions d'investissement amortissables	4 271
Augmentation nette des autres fonds associatifs	4 271
Augmentation des emprunts et dettes financières	16 996
Remboursement des emprunts et dettes financières	-18 235
Augmentation nette des emprunts et dettes financières	-1 239
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	3 179
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	32 491
TRÉSORERIE EN DÉBUT DE PÉRIODE	349 096
TRÉSORERIE EN FIN DE PÉRIODE	381 587

Note N°9 : Variation des fonds propres

La variation des fonds propres sur l'ensemble de la période courant du 1^{er} janvier au 31 décembre est représentée dans le tableau suivant :

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

En K€	31/12/2023	Affectation du résultat N-1		Augmentation		Diminution		Transferts et var. périmètre	31/12/2024
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	93 314			147	0	0	0	53	93 514
Fonds propres avec droit de reprise	11 175			0	0	0	0	-53	11 122
Ecart de réévaluation	2 182			0		0		0	2 182
Réserves	153 716			11 310		0		-1 649	163 378
dont réserves des activités sous gestion propre	5 509	0		0		0		66	5 575
dont réserves des activités SMS sous gestion contrôlée	116 659			11 310		0		-1 715	126 254
dont réserves des autres activités sous gestion contrôlée	31 549			0		0		0	31 549
Report à nouveau	54 171	-3 153	0	0		-11 310		301	40 009
dont report à nouveau des activités sous gestion propre	117 311	12 012	0	0		-15		-16 735	112 573
dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée	-39 374	-3 238	0	0		-11 167		3 358	-50 421
dont report à nouveau des autres activités sous gestion contrôlée	-23 766	-11 927	0	0		-128		13 679	-22 142
Résultat	-3 153	3 153	0	-5 375	0	0	0	0	-5 375
dont résultat des activités sous gestion propre	12 011	-12 011	0	-3 409	0	0	0	0	-3 409
dont résultat des activités SMS sous gestion contrôlée	-3 739	3 739	0	4 144	0	0	0	0	4 144
dont résultat des autres activités sous gestion contrôlée	-11 425	11 425	0	-6 110	0	0	0	0	-6 110
Situation nette	311 406	0	0	6 082	0	-11 310	0	-1 347	304 830
Fonds propres consommables				0		0		0	
Subventions d'investissement	81 280			4 414		-8 272		202	77 624
Provisions réglementées	26 930			3 918		-1 229		-877	28 741
FONDS PROPRES	419 616	0	0	14 413	0	-20 810	0	-2 022	411 196

- Le résultat administratif des établissements sous gestion contrôlée se décompose de la façon suivante :

TABLEAU DE PASSAGE DU RÉSULTAT COMPTABLE AU RÉSULTAT ADMINISTRATIF DES STRUCTURES SOUS GESTION CONTRÔLÉE

En K€	31/12/2024
Résultat comptable	-1 966
Reprises des excédents affectés aux mesures d'exploitation non reconductibles	878
Reprise des résultats des exercices antérieurs	
Reprise sur la réserve de compensation des déficits	-16
Reprise sur les excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement	-98
Amortissements comptables excédentaires différés	346
Dépenses pour congés payés et autres droits acquis par les salariés	-3 195
Provision pour départ à la retraite	-144
Autres dépenses non opposables	-412
RÉSULTAT ADMINISTRATIF	2 235

TABLEAU DE DÉTERMINATION DU RÉSULTAT EFFECTIF GLOBAL

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable	-5 375	-3 153
Reprise des résultats des exercices antérieurs		0
Excédent ou déficit effectif global	-5 375	-3 153
dont résultat effectif sous gestion propre	-3 409	12 011
dont résultat effectif sous gestion contrôlée (ESSMS)	4 144	-3 739
dont résultat effectif sous gestion contrôlée (Autre)	-6 110	-11 425

- Subventions d'investissement

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

En K€	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Subventions d'investissement	81 280	4 414	-8 272	202	77 624

Note N°10 : Fonds reportés et dédiés

FONDS REPORTÉS

En K€	31/12/2023	Report	Utilisation	Rembours	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Fonds reportés liés aux legs ou donations	20 686	38 962	-9 393		0	50 255

FONDS DÉDIÉS PAR TYPE DE RESSOURCES

En K€	31/12/2023	Report	Utilisation		Transferts et var. périmètre	31/12/2024	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	81 355	116 046	-52 186	-248	-160	144 807	301
Contributions financières d'autres organismes	17 018	2 129	-2 500	-35	-690	15 922	2 702
Contributions financières ESSMS - Investissements	10 969	1 094	-859	-6	-623	10 575	2 301
Contributions financières ESSMS - Exploitation	1 654	434	-933	-17	-49	1 089	384
Contributions financières organismes privés	4 395	601	-708	-13	-18	4 257	16
Ressources liées à la générosité du public	61 932	27 181	-19 190	-19	0	69 904	322
TOTAL	160 306	145 356	-73 876	-302	-850	230 634	3 325

FONDS DÉDIÉS NON MOUVEMENTÉS DEPUIS PLUS DE 2 ANS

En K€	Solde non utilisés au 31/12/2024	Solde non utilisés au 31/12/2023	Variation entre 2024 et 2023
Autres	360	551	-190
Dépenses/régularisation prévues sur 2025	935	23	912
Projet reporté suite au COVID		0	0
Projets d'investissements en cours de validation	2 023	2 503	-479
Réaffectation à un autre projet prévu sur 2025	6	9	-3
TOTAL	3 325	3 085	240

FONDS DÉDIÉS PAR PROJET

En K€	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Variation 2024-2023
INTERNATIONAL - COORDINATION DES ACTIVITES - DELEGATION	442	2 804	-2 363
INTERNATIONAL - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL	629	818	-190
INTERNATIONAL - DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL	444	546	-102
INTERNATIONAL - EAU ET ASSAINISSEMENT (& NUT. & FOOSEC)	1 046	138	908
INTERNATIONAL - FORMATION AU SECOURISME	1	1	0
INTERNATIONAL - GRANDES CAUSES ET FONDS ZONAUX	9	9	0
INTERNATIONAL - LUTTE CONTRE LE SIDA	2	2	0
INTERNATIONAL - REDUCTION DES DESASTRES	32 005	11 962	20 043
INTERNATIONAL - SANTE PUBLIQUE	90 224	54 268	35 956
INTERNATIONAL - SOUTIEN PSYCHOSOCIAL	443	299	144
INTERNATIONAL - URGENCE	42 209	39 533	2 676
NATIONAL - AIDE ALIMENTAIRE	938	888	50
NATIONAL - COVID	257	491	-234
NATIONAL - DIVERS	2 174	1 113	1 061
NATIONAL - DOMICILE		459	-459
NATIONAL - ENFANCES ET FAMILLES		1	-1
NATIONAL - EXCLUSION - PRECARITE	2 094	950	1 144
NATIONAL - FORMATION	826	1 103	-277
NATIONAL - HANDICAP		2 018	-2 018
NATIONAL - INVESTISSEMENT	10 686	10 721	-35
NATIONAL - PERSONNES AGEES		0	0
NATIONAL - SANTE		891	-891
NATIONAL - URGENCES		1 639	-1 639
NATIONAL - URGENCES (Catastrophe)	449	572	-123
NATIONAL - URGENCES (Secourisme)	45 667	29 016	16 651
NATIONAL - URGENCES (UKRAINE)	88	63	25
	230 634	160 306	70 328

Note N°11 : Provisions

DÉTAIL DES PROVISIONS

En K€	31/12/2023	Dotations	Reprises avec objet	Reprises sans objet	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Provisions pour risque prud'homal	5 405	2 170	-2 911	-643	0	4 021
Provisions pour risques de reversement	74 145	29 629	-20 772	-4 490	0	78 511
Provisions pour autres risques	25 914	1 114	-2 194	-1 403	0	23 430
Provisions pour départ à la retraite	46 748	6 291	-2 689	-2 408	0	47 943
Provisions pour charges	3 381	1 717	-481	-224	0	4 393
TOTAL	155 592	40 921	-29 045	-9 168	0	158 300

Note N°12 : Dettes financières

DETTES FINANCIÈRES

En K€	31/12/2023	Variation de BFR	Augmentation	Diminution	Transferts et var. périmètre	31/12/2024
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	107 650	-7 429	3 424	-8 195	0	95 450
Emprunts auprès des étab. bancaires ou de crédit	100 189		3 424	-8 195	0	95 418
Concours bancaires	7 461	-7 429			0	32
Emprunts et dettes financières diverses	44 884	-32	13 604	-10 048	0	48 408
Emprunts auprès d'organismes publics	39 638		12 003	-8 590	0	43 051
Dépôts et cautionnements reçus	4 475	0	1 601	-1 450	0	4 626
Intérêts courus sur emprunts	771	-32			0	739
Dettes rattachées à des participations					0	
TOTAL	152 534	-7 460	17 028	-18 243	0	143 858

Note N°13 : Dettes des legs ou donations

Les dettes des legs et donations sont constituées :

- des dettes dont le défunt ne s'était pas libéré au jour de son décès ;
- des dettes grevant le bien transféré au bénéficiaire de la donation ;
- de toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation.

Note N°14 : Dettes sociales et fiscales

DÉTAIL DES DETTES FISCALES ET SOCIALES

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Dettes fiscales	8 638	10 950
Dettes sociales	164 856	159 892
TOTAL	173 494	170 841

Le total des dettes fiscales et sociales 173 494 K€ est composé de soldes créditeurs pour 176 787 K€ et de soldes débiteurs pour 3 293 K€.

Note N°15 : Autres dettes

DÉTAIL DES AUTRES DETTES

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Comptes courant créditeurs	-406	-406
Fonds en dépôt (dépôts et pensions à reverser)	321	486
Créditeurs divers	48 920	47 205
TOTAL	48 835	47 285

Le total des autres dettes de 48 834 K€ est composé de soldes créditeurs pour 49 804 K€ et de soldes débiteurs pour 969 K€.

Note N°16 : Produits constatés d'avance

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Produits constatés d'avance sur subventions	20 034	89 058
Produits constatés d'avance facturation client	14 498	14 140
Produits constatés d'avance autres	4 355	3 602
TOTAL	38 887	106 800

Dont 62,85M€ de produits constatés d'avances sur subventions internationales en 2023

Note N°17 : Échéance des créances et dettes

ÉCHÉANCE DES CRÉANCES

En K€	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéance à moins d'un an	Échéance à plus de 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	338	338	0
Prêts à Action Logement	15 500	345	15 156
Autres prêts	179	179	0
Dépôts Compte Epargne Temps	13 180	0	13 180
Créances de passage en dotation globale	5 322	0	5 322
Autres immo. financières	8 326	3 241	5 085
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	130 112	130 112	0
Créances reçues par legs ou donations	22 952	22 952	0
Autres	232 004	232 003	0
Valeurs mobilières de placement	256 655	256 655	0
Charges constatées d'avance	10 235	10 235	0
TOTAL	694 802	656 058	38 743

ÉCHÉANCE DES DETTES

En K€	Montant brut	Exigibilité du passif		
		Échéance à moins d'un an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établt. bancaires ou de crédit	95 418	20 017	23 493	51 908
Emprunts auprès d'organismes publics	43 051	38 380	1 810	2 861
Dépôts et cautionnements reçus	4 626	0	4 626	0
Intérêts courus sur emprunts	739	739	0	0
Dettes rattachées à des participations		0	0	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	76 272	76 272	0	0
Dettes des legs ou donations	10 024	10 024	0	0
Dettes fiscales et sociales	173 494	171 112	2 382	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 451	6 451	0	0
Autres dettes	48 835	48 834	0	0
Produits constatés d'avance	38 887	38 887	0	0
TOTAL	497 798	410 717	32 312	54 768

Note N°18 : Ventes de biens et services

DÉTAIL DES VENTES DE BIENS

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Ventes de biens autres	4 942	4 796
Ventes de dons en nature	24 946	24 330
TOTAL	29 888	29 126

DÉTAIL DES VENTES DE SERVICES

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Frais de scolarité et formation	80 874	75 658
Prestations de services médicales, médico-sociales à la charge des usagers EHPAD	59 730	56 364
Prestations de services médicaux, médico-sociales à la charge des usagers hors EHPAD	50 243	52 943
Autres prestations délivrées aux usagers	9 825	10 761
Produits des activités annexes	14 803	13 236
Produits des manifestations	1 671	1 615
Produits des postes de secours	9 006	8 545
Parrainages	711	448
Autres prestations de services	6 519	6 417
TOTAL	233 380	225 986

Note N°19 : Concours publics et subventions

DÉTAIL DES CONCOURS PUBLICS

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Produits de la tarification du secteur sanitaire	244 936	201 615
Produits de la tarification du secteur social et médico-social	501 445	498 528
TOTAL	746 381	700 143

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Subventions d'exploitation non affectées	109 245	111 198
Subventions d'exploitation affectées	333 758	230 194
Taxe d'apprentissage	309	362
Subventions d'exploitation pour contrats aidés	8 819	8 867
TOTAL	452 131	350 620

Note N°20 : Dons manuels

DÉTAIL DES DONS MANUELS

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Dons manuels non affectés	77 077	83 035
Dons manuels affectés	23 046	18 057
Quête nationale	2 311	2 451
Abandons de frais par les bénévoles	4 040	3 473
Produits de la surtaxe postale	863	849
TOTAL	107 337	107 865

Note N°21 : Legs, donations et assurances-vie

LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Montant perçu au titre d'assurances-vie	7 201	6 255
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	38 551	8 707
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	3 905	5 981
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	38	164
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	9 393	10 327
PRODUITS	59 087	31 433
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	3 424	5 721
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	160
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	38 962	7 361
CHARGES	42 386	13 243
SOLDE	16 701	18 190

Note N°22 : Autres produits

DÉTAIL DES AUTRES PRODUITS

En K€	31/12/2024	31/12/2023
QP des subv. d'investissement virées au cpte de réslt	8 129	7 285
Produits de gestion courante	19 913	15 227
TOTAL	28 042	22 511

Note N°23 : Charges externes

DÉTAIL DES CHARGES EXTERNES

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Autres achats	106 191	116 710
Sous traitance à caractère médical et médico-social	17 063	15 574
Redevances de crédit bail	1 776	1 773
Locations, charges locatives et charges de copropriété	111 315	102 498
Entretiens et réparations	32 751	29 920
Primes d'assurances	7 856	8 045
Divers	1 488	1 346
Personnel extérieur à l'association	26 282	28 019
Rémunérations d'intermédiaires et d'honoraires	24 977	19 300
Informations, publications, relations publiques	24 618	25 403
Transports de biens, d'usagers et transports collectifs du perso	11 919	14 096
Déplacements, missions et réceptions	25 151	22 072
Frais postaux et frais de télécommunications	8 076	8 110
Services bancaires et assimilés	2 183	2 123
Autres prestations de services	78 088	68 183
TOTAL	479 734	463 173

Note N°24 : Aides financières

DÉTAIL DES AIDES FINANCIÈRES

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Aides accordées en France	40 216	43 888
Aides accordées à l'étranger	38 669	78 930
TOTAL	78 885	122 818

Note N°25 : Etat séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger pour l'exercice N (version synthétique)*

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources	Etat du contributeur (suite)	Montant total des avantages et des ressources	Etat du contributeur (suite)	Montant total des avantages et des ressources
Afrique du Sud	120 €	Guatemala	180 €	Singapour	2 680 €
Albanie	90 €	Guernesey	43 €	Suède	1 305 €
Algérie	514 €	Guinée	120 €	Suisse	229 450 €
Allemagne	36 358 €	Guyane	120 €	SUISSE	30 380 600 €
Andorre	635 €	Hong Kong	840 €	Taiwan	250 €
Arabie Saoudite	200 €	Hongrie	1 265 €	Thaïlande	1 084 €
Argentine	375 €	Ile Maurice	34 725 €	Tunisie	923 €
Australie	1 700 €	Inde	1 459 €	Turquie	264 €
Autriche	3 347 €	Indonésie	279 €	Ukraine	200 €
Bahamas	2 520 €	Iran	1 €	USA	997 556 €
Bahreïn	100 €	Irlande	3 736 €	Vénézuela	1 €
Belgique	18 437 984 €	Israël	90 €	Vietnam	700 €
Bhoutan	96 €	Italie	8 008 €	Wallis et Futuna	50 €
Brésil	2 420 €	Jamaïque	210 €		
Bulgarie	146 €	Japon	1 838 €		
Cameroun	200 €	Kenya	80 €		
Canada	11 459 €	Laos	6 €		
CANADA	120 297 €	Liban	307 €		
Centre-Afrique	50 €	Liechtenstein	255 832 €		
Chili	610 €	Luxembourg	16 969 €		
Chine	1 200 €	Madagascar	350 €		
Chypre	74 €	Malaisie	5 €		
Colombie	470 €	Malte	510 €		
Comores	215 €	Maroc	1 703 €		
Congo	200 €	Mexique	846 €		
Corée du Sud	2 400 €	Moldavie	240 €		
Côte d'Ivoire	452 €	Monaco	7 240 €		
Croatie	195 €	MONACO	230 000 €		
Danemark	901 €	Norvège	1 961 €		
Egypte	170 €	Nouvelle Zélande	295 €		
El Salvador	50 €	Ouzbékistan	50 €		
Emirats Arabes unis	1 380 €	Panama	84 €		
Espagne	12 664 €	PAYS BAS	298 723 €		
Estonie	130 €	Pays-Bas	14 671 €		
Etats-Unis	171 801 €	Pérou	100 €		
Ethiopie	500 €	Pologne	1 971 €		
ex-Union Soviétique	550 €	Portugal	4 302 €		
Finlande	1 645 €	Qatar	80 €		
FINLANDE	30 000 €	République Slovaque	120 €		
Gabon	360 €	République tchèque	650 €		
Gambie	360 €	Roumanie	924 €		
Géorgie	200 €	ROYAME UNI	1 807 704 €		
Grande-Bretagne	81 486 €	Russie	240 €		
Grèce	557 €	Sénégal	291 €		

*La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger est disponible au siège de l'association.

Note N°26 : Engagements hors bilan

- Engagements donnés

- Indemnités de fin de carrière :

La valeur des engagements de la Croix Rouge Française au titre des Indemnités de Fin de Carrière (IFC) au 31/12/2024 s'élève à 50 836 K€, cependant la dette comptabilisée est de 47 943 K€.

La différence, s'élevant à 2 893 K€, est due aux écarts actuariels (écarts d'expérience, taux d'actualisation, table de mortalité, ...) et fait l'objet d'un engagement donné.

- Crédit-bail immobilier :

AMORTISSEMENTS THÉORIQUES DES BIENS FINANCÉS PAR CRÉDIT-BAIL

En K€	Coût d'entrée*	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
Constructions	2 577	84	935	1 642
TOTAL	2 577	84	935	1 642

* Valeur du bien à la date de signature du contrat

ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL

En K€	Redevances payées		Redevances restant à payer			
	de l'exercice	cumulées	jusqu'à 1 an	+ 1 an à 5 ans	5 ans	total à payer
Constructions	85	952	85	341	1 179	1 606
TOTAL	85	952	85	341	1 179	1 606

Le prix d'achat résiduel de ces biens est de 1 €.

- Clause de réserve de propriété :

L'Association a acquis un bien immobilier au travers d'une vente à terme avec réserve de propriété. Selon les termes du contrat, le transfert de propriété ne sera effectif qu'à compter de la constatation du paiement intégral du prix de vente, soit en 2046 (3 248 K€ pour l'immeuble et 126 K€ pour le terrain).

- Soutien financier/transactions financières

La Croix-Rouge française a versé en 2024 à la Fondation Croix-Rouge française un montant de 200 K€, conformément à la Convention de Partenariat du 05 mai 2022, modifiée par avenant le 05 mai 2022, organisant les modalités de cette collaboration et le versement par la Croix-Rouge française d'une dotation de 700 K€ sur la période 2022-2025.

En tant qu'actionnaire / porteur de parts sociales majoritaire, la Croix Rouge française s'engage à fournir aux filiales mentionnées ci-dessous et dont les capitaux propres sont inférieurs à la moitié du capital social au 31/12/2024 pour les SAS et en général pour les SCI, le soutien financier nécessaire à la poursuite de leur activité et au respect de leurs engagements :

- o SAS Campus
- o SAS Croix-Rouge Santé Secours
- o SCI Henry Dunant
- o SAS VIF
- o GCS Henry Dunant

- Engagements reçus :

- Emprunts bancaires :

Certains emprunts bancaires souscrits par la Croix-Rouge française bénéficient de garanties de collectivités territoriales. Le capital restant dû à la clôture de ces emprunts bancaires est de 58 049 K€.

- Legs :

Les legs non comptabilisés en attente d'acceptation par le Conseil d'Administration s'élèvent à 2 802 K€. La Croix-Rouge française a accepté certains legs assortis d'une obligation. Dans la majorité des cas, cette obligation consiste à entretenir la sépulture du légataire et fleurir sa tombe.

Note N°27 : Effectifs à fin décembre 2024

EFFECTIFS PERSONNES PHYSIQUES

Effectifs au	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024
Cadres	3 461	3 647	2 532	3 940
Non cadres	13 793	13 413	14 754	13 528
TOTAL	17 254	17 060	17 286	17 468

L'effectif moyen est de 17 629 salariés en 2024 contre 17 419 en 2023

Note N°28 : Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés (article 20 de la loi du 23 mai 2006)

Le Président ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération. Les trois plus hauts cadres dirigeants salariés de la Croix-Rouge française ont perçu en 2024 une rémunération globale brute de 549 K€.

Note N°29 : Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes (code de commerce article R.123-198, 9°) pour l'exercice 2024 s'élèvent à 441 K€ TTC, soit :

- 400 K€ au titre du contrôle légal,
- 41 K€ au titre des services autres que ceux de la certification des comptes.

5. Compte d'Emploi annuel des Ressource

5.1 Méthodologie

La méthodologie d'élaboration du Compte d'Emploi annuel des Ressources (CER) qui intègre l'ensemble des charges et produits de l'exercice a été la suivante :

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE

RESSOURCES

Produits liés à la générosité du public :

- 1) Cotisations sans contrepartie : cotisations reçues des adhérents
- 2) Dons manuels : Produits de collecte hors cotisations des adhérents et surtaxe postale
- 3) Legs, donations et assurance-vie : ligne legs du compte de résultat
- 4) Mécénat
- 5) Autres produits liés à la générosité du public : surtaxe postale

Produits non liés à la générosité du public :

Autres produits non liés à la générosité du public : Produits financiers + produits exceptionnels + produits divers de gestion courante + transfert de charges + taxe d'apprentissage.

Subventions et autres concours publics :

Concours publics et subventions d'exploitation.

Reprises sur provisions et dépréciations :

Reprises amortissements et exploitations, financières et exceptionnelles.

Utilisations des fonds dédiés antérieurs :

Utilisation des fonds dédiés du compte de résultat

EMPLOIS

Missions sociales réalisées en France :

Total des charges au compte de résultat – somme des autres rubriques.

Missions sociales réalisées à l'étranger :

- 1) Secours accordés à l'étranger du compte de résultat + charges de la structure 03615 (international), reports en fonds dédiés de l'exercice et secours accordés
- 2) Versement à un organisme central ou à d'autres : Cotisation versée au FICR/CICR issue de la balance analytique du siège

Frais de recherche de fonds :

- 1) Frais d'appel à la générosité du public : Frais de publicité et d'annonces des budgets grand public et quête nationale du siège
- 2) Frais de recherche d'autres ressources : Frais de publicité et d'annonces des budgets de la communication éditoriale et communication externe

Frais de fonctionnement :

Frais de fonctionnement : Charges des directions du siège (hors CNAC, DEPLF, DI, DGAO, DUSP, DROI, DGAE)* hors fonds dédiés, hors frais d'appel, hors reports, hors missions sociales.

Dotations aux provisions et dépréciations :
Dotations aux provisions et dépréciations du compte de résultat.

Impôts sur les bénéfices :
Non concerné.

Reports en fonds dédiés de l'exercice :
Reports en fonds dédiés au compte de résultat.

Contributions volontaires en nature :
Données issues du tableau des contributions volontaires de l'annexe des comptes.

GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

RESSOURCES

Produits liés à la générosité du public :
Report de la colonne total

Utilisations des fonds dédiés antérieurs :
Utilisation des fonds dédiés issue de l'annexe de variation des fonds dédiés par types de ressources

EMPLOIS

Missions sociales réalisées en France :
Produits des collectes des structures hors siège et international + variation de fonds dédiés issus de la GP pour les délégations et établissements + versement net du DEPSR (droit d'emblème) + charges de la CNAC, DEPLF, DI, DGAO, DUSP, DROI, DGAE, + charges des fonds dédiés financées par la GP hors Report + charges des budgets des autres directions (directions support) financées par de la générosité du public.

Missions sociales réalisées à l'étranger :
1) Secours accordés à l'étranger des délégations et établissements + produits issus de la GP de la structure 03615 (international) + versement sur fonds propres issus de la GP + variation de fonds dédiés issus de la structure 03615
2) Versement à un organisme central ou à d'autres : Report colonne Total

Frais de recherche de fonds :
1) Frais d'appel à la générosité du public : Report de la colonne total
2) Frais de recherche d'autres ressources : non concerné

Frais de fonctionnement :
Frais de fonctionnement : Charges des directions du siège ((1) hors CNAC, DEPLF, DI, DGAO, DUSP, DROI, DGAE) hors fonds dédiés, hors frais d'appel, hors reports, hors missions sociales. Un pourcentage a été appliqué par direction / service pour refléter la part des coûts de ces directions dans la gestion de la générosité du public et des activités qui en découlent. Ce pourcentage s'appuie sur les déclarations faites par chaque direction, lors d'une étude dédiée s'appuyant sur les coûts 2019, déclarations qui permettent de ventiler les coûts des directions par activité bénéficiaire (établissements, réseau, international, siège, corporate...).

Reports en fonds dédiés :
Reports des fonds dédiés GP issus de l'annexe de variation des fonds dédiés.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Report de la colonne total

CER

L'alimentation du CER se fait intégralement à partir des données issues du CROD.

Investissements et désinvestissements nets liés à la générosité du public :

Totalité des investissements du réseau, net de subventions et sans les avances et acomptes – amortissements de l'année.

La durée d'amortissement retenue est de 10 ans soit 10% du montant des investissements de l'année.

(*)

CNAC = CENTRE NATIONAL D'APPUI ET DE COORDINATION

DEPLF = DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA PRÉVENTION ET DES LIENS FAMILIAUX

DI = DIRECTION DE L'INCLUSION

DGAO = DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONS

DUSP = DIRECTION DE L'URGENCE, DU SECOURS ET DE LA PROTECTION

DROI = DIRECTION DES OPÉRATIONS INTERNATIONALES

DGAE = DIRECTION GÉNÉRALE EXPLOITATION

5.2 Tableau du Compte d'Emploi annuel des Ressources

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRS DU PUBLIC (En K€)

EMPLOIS PAR DESTINATION	31/12/2024	31/12/2023	RESSOURCES PAR ORIGINE	31/12/2024	31/12/2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 – MISSIONS SOCIALES			1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie	644	678
- Actions réalisées par l'organisme	93 038	107 054	1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels	132 458	132 306
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	16 701	18 190
- Actions réalisées par l'organisme	19 002	22 498	- Mécénats	11 885	19 536
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	2 842	2 535	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	863	849
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	23 492	23 566			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	27 572	19 539			
TOTAL DES EMPLOIS	165 946	175 192	TOTAL DES RESSOURCES	162 551	171 559
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	27 162	59 718	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	19 190	70 174
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-11 367	6 823	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	181 741	241 733	TOTAL	181 741	241 733

			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	28 105	31 855
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	-11 367	6 823
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-13 264	-10 572
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	3 474	28 105
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/12/2024	31/12/2023		31/12/2024	31/12/2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
Réalisées en France	438 119	372 149	Bénévolat	454 814	369 887
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature	6 391	12 148
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS			Dons en nature	16 854	26 216
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	39 940	36 102			
TOTAL	478 059	408 252	TOTAL	478 059	408 252

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public :

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	31/12/2024	31/12/2023
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC ENDEBUT D'EXERCICE *	61 932	72 388
(-) Utilisation	-19 190	-70 174
(+) Report	27 162	59 718
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	69 904	61 932

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (En K€)

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	31/12/2024		31/12/2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	162 551	162 551	171 559	171 559
1.1 Cotisations sans contrepartie	644	644	678	678
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	132 458	132 458	132 306	132 306
- Legs, donations et assurances-vie	16 701	16 701	18 190	18 190
- Mécénat	11 885	11 885	19 536	19 536
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	863	863	849	849
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	279 041		254 671	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	279 041		254 671	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1 200 287		1 056 889	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	49 781		56 259	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	74 178	19 190	146 103	70 174
TOTAL	1 765 837	181 741	1 685 482	241 733
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	1 359 117	93 038	1 301 418	107 054
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	92 896	19 002	141 264	22 498
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	2 842	2 842	2 535	2 535
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	23 492	23 492	23 566	23 566
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	98 004	27 572	83 830	19 539
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	49 506		56 226	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES				
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	145 356	27 162	79 795	59 718
TOTAL	1 771 212	193 108	1 688 635	234 910
EXCEDENT OU DEFICIT	-5 375	-11 367	-3 153	6 823

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/12/2024		31/12/2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	454 814	454 814	369 887	369 887
Prestations en nature	6 391	6 391	12 148	12 148
Dons en nature	16 854	16 854	26 216	26 216
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	478 059	478 059	408 252	408 252
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	438 119	438 119	372 149	372 149
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	39 940	39 940	36 102	36 102
TOTAL	478 059	478 059	408 252	408 252

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT (En K€)

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales				Frais de recherche de fonds		Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions et dépréciations	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources					
	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes							
Achats de marchandises	1 136										1 136
Variation de stock	-607						-1 033				-1 641
Autres achats et charges externes	364 940		49 786	2 842	23 492		38 677				479 737
Aides financières	59 254		19 381				250				78 885
Impôts, taxes et versement assimilés	1 289		1 386				4 659				7 335
Salaires et traitements	545 181		18 577				35 196				598 954
Charges sociales	315 129		3 552				13 747				332 428
Dotations aux amortissements et dépréciations	46 057						4 822				50 878
Dotations aux provisions								47 307			47 307
Reports en fonds dédiés										145 356	145 356
Autres charges	9 541						6 958				16 499
Charges financières	12 020		182				-8 021	478			4 660
Charges exceptionnelles	5 176		31				2 750	1 722			9 679
Participations des salariés aux résultats											
Impôt sur les bénéfices											
TOTAL	1 359 117		92 896	2 842	23 492		98 004	49 506		145 356	1 771 212

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales				Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnemen t	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger				
Secours en nature	11 078						11 078
Mises à disposition gratuites de biens	5 776						5 776
Prestations de services	6 391						6 391
Personnel bénévole	414 874					39 940	454 814
TOTAL	438 119					39 940	478 059

5.3 Missions sociales réalisées

Le Conseil d'Administration de la Croix-Rouge française a, dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau compte d'emploi des ressources, décidé le 16 décembre 2009 de définir les missions sociales de la Croix-Rouge comme étant conformes à son objet statutaire et à son projet associatif : le secourisme, l'action sociale, la santé et l'aide à l'autonomie, la formation et la solidarité internationale, mises en place à l'aide d'un réseau de délégations locales, départementales et d'établissements.

6. Autres informations

Les comptes sociaux de la Croix-Rouge française sont intégrés dans les comptes combinés de l'association Croix-Rouge française incluant les comptes des SCI et des SAS détenues, des fonds de dotation, des associations Croix-Rouge Insertion et Immo Croix-Rouge.